

IL VA FALLOIR ATTENDRE

Bref rapport sur l'état du monde

Gilles Dauvé
Karl Nesic

troploin
février 2002

des mêmes auteurs

Gilles Dauvé :

La Gauche communiste en Allemagne (1914-21)

Payot, 1976 (avec Denis Authier) *

Communisme et “question russe”

Spartacus, 1984 *

Eclipse & Re-Emergence

Antagonism Press, Londres, 1997 (avec François Martin)

Banlieue Molle

HB Editions, 1998

Quand meurent les insurrections

ADEL, 1998 ; La Sociale, Montréal, 2000

* publié sous le nom de Jean Barrot

Karl Nesic :

Un autre regard sur le communisme et son devenir

L'Harmattan, 1996

Crise sociale : mythes et réalités

L'Harmattan, 1996

QUOI, POURQUOI, COMMENT

"On découvre combien les Occidentaux sont en retard. Ils n'ont pas voulu voir les désorganisations, les inégalités de développement, l'absence de contre-pouvoir, tout ce qu'avaient souligné les mouvements anti-mondialisation."

Ainsi, même un "mondialisateur" (1) participe du consensus suscité par le 11 septembre 2001 : les attentats anti-américains seraient le contre-coup d'un capitalisme triomphant. Surmontant la crise des années 60 et 70, sa restructuration (appelée mondialisation, en français globalisation) aurait assuré la domination de l'essence du système (le capital-argent, la finance), lancé une révolution informatique amorçant une consommation sans précédent, dompté le travail, neutralisé un mouvement ouvrier centenaire, balayé au passage le rival "capitaliste d'Etat", mais souffrirait d'avoir trop bien réussi. La violence de son succès recréerait inégalité et pauvreté, entraînant dans les pays riches un renouveau contestataire, et dans le reste du monde des révoltes multiples. Dans ce tableau, Ben Laden tient le rôle d'un anti-commandant Marcos, mais le fanatique comme le démocrate sont tous deux supposés issus des effets déstabilisateurs d'une néo-croissance inouïe. C'est de l'avènement d'une phase radicalement neuve que viendraient les déséquilibres, tragiques ou prometteurs.

Or, si cette ère nouvelle est entamée, elle est loin d'approcher sa maturité. Et l'enjeu du débat dépasse ce qu'un vocabulaire vieilli appelait "l'analyse de la période".

Dans l'Allemagne nazie comme dans les start ups californiennes, c'est toujours la résistance, même élémentaire, au travail et aux conditions de vie qui fonde la possibilité de toute émancipation. Mais l'histoire ne repasse pas les plats tous les dix ans. Tout n'est pas possible tout le temps. Réagir à l'exploitation n'est pas remettre en cause son existence, encore moins tenter une société sans exploitation.

Cette remise en cause ne dépend pas non plus du degré de paupérisation.

"Le monde est apparu insupportable en 1917-21 dans un continent ravagé par la guerre, tandis qu'à la fin des années 60 il est apparu tout aussi insupportable alors que le continent connaissait les joies de la société de consommation." (2)

L'assaut prolétarien se produit lorsqu'un cycle de production atteint son sommet et commence à entrer en crise. Un prolétariat dynamique suppose un capital dynamique. La progression de l'AIT dans les années 1860-71, les grèves dans toute l'Europe à partir de 1915 coïncidaient avec un capital qui embauchait, intégrant au travail moderne de nouvelles couches jeunes et féminines (les munitionnettes): en mai 1917, en France, 3 grévistes sur 4 sont des femmes. De même, après 1960 : l'ouvrier pouvait critiquer le travail parce qu'il était assuré d'une embauche quasi permanente, le capital résolvant une partie du problème du prolétaire, chercher un emploi : pourquoi dès lors perdre sa vie à la gagner ? C'est en rejetant la richesse proposée ou promise et non la pauvreté imposée, qu'un mouvement social s'affirme communiste : la critique naît sur un trop-plein de capitalisme, non sur son manque.

A l'inverse, la panne économique n'offre jamais la situation la plus favorable à une critique de l'économie, car le but du prolétaire redevient de garder ou de retrouver un travail. L'énorme recul de la production après 1929 n'a exacerbé la lutte de classes qu'en aggravant les échecs révolutionnaires des années 20.

Il ne sert à rien d'attendre que le capitalisme arrive à son point extrême, à la fois le plus pur par rapport à sa nature (le capital le plus capitaliste possible), et le plus dur pour les prolétaires, misère et chômage les obligeant à réagir. Car il n'existe aucun seuil ultime au-delà duquel un système social forcerait de lui-même à son dépassement. (3) (Si le communisme, c'est prendre nos vies en main, que vaudrait une révolution où nous serions poussés quasi malgré nous ?) Il importe donc de comprendre si un système de production approche une maturité susceptible d'ouvrir, non sur son effondrement mécanique, mais sur sa critique.

Ce texte a été entamé quand "la bonne santé" de l'économie américaine faisait la Une, et achevé avant ce que l'on présente (jusqu'à la prochaine) comme une coupure historique : le 11 septembre 2001. La ligne générale n'en a pas été modifiée. Notre analyse est indépendante de ce que la conjoncture offre de positif ou de négatif: il s'agit de mettre en lumière une "tendance longue", et l'impossibilité du capital à résoudre des exigences de fond sans une crise sociale d'où il sortirait vainqueur. Nous ne nous appuyons donc pas plus sur l'actuel ralentissement cyclique que sur l'embellie précédente.

Déjà la guerre du Kosovo illustre une situation qui apparaît plus clairement dans tout ce qui entoure les attentats du 11 septembre et la difficulté des grandes puissances à assumer ce conflit. (4) En tout cas, ce n'est pas les yeux rivés sur l'Indu Kush que l'on y comprendra grand chose.

Jamais l'essentiel n'est mesurable. "Les moyennes sont de vrais outrages infligés aux individus réels." (5) La statistique met la réalité sous forme utile au gestionnaire. Que nous apprend la quantification d'un "PIB" cumulant la navigation de l'Erika, le dépolluage des côtes souillées par son échouage, les dépenses de communication de TotalFina et des Verts, etc. ? Chaque mort sur la route est à la fois coût et bénéfice. Les valeurs de l'économie ne sont pas les nôtres. Nous cherchons ce qui est rebelle aux chiffres.

Mieux vaut s'interroger sur la rentabilité sociale d'un système à un moment donné, sa capacité à produire sa propre stabilité générale, et à reproduire aux meilleures conditions sa classe dirigeante.

Plus que l'ampleur de la restructuration, c'est le lieu de la contradiction qui importe.

"Où est le complexe technique qui redonnera au capital un second souffle ? Où sont les nouvelles formes d'énergie, les nouveaux matériaux, les nouveaux outils ? Et surtout, où est la nouvelle organisation du travail qui, remédiant aux déficiences du taylorisme, permettra de porter à un degré jusqu'ici inconnu la domination du capital ?" (6)

Telle était la question posée par le GLAT en 1977. Selon ce groupe, alors que le capitalisme devait absolument réduire ses coûts, l'introduction de technologies nouvelles ne pouvait que les accroître. Le GLAT était persuadé qu'une telle modernisation, comme auparavant la venue de l'Organisation Scientifique du Travail, passait par un affrontement de classe.

Un affrontement a eu lieu, mais amorti, peu comparable à celui de l'entre-deux-guerres. Ponctuée de dizaines de milliers de morts en Amérique latine et en Asie (Chine, Ceylan...), relativement molle dans les vieux pays industriels, la contre-offensive s'est conclue - comme entre 1917 et 1937 - au bénéfice des capitalistes. Mais en Europe, aux Etats-Unis, au Japon, le capital n'a pas eu à affronter un mouvement prolétarien qui l'aurait obligé à se réformer en profondeur.

La question posée en 1977 par le GLAT n'a pas perdu son actualité. Le débat porte sur la nature du développement lancé depuis vingt ans, non sur ses effets.

CE QUI FUT (ET RESTE ?) EN CRISE

Le rapport entre les classes n'est pas une conséquence sociale et politique du capitalisme, mais sa dynamique même. L'accumulation de valeur est par nature une relation conflictuelle (le plus souvent sans guerre ouverte). Ne nous demandons pas si c'est la lutte des salariés qui force le capital à se moderniser, ou la pression capitaliste qui pousse les salariés à réagir. Au milieu du XIX^{ème} siècle, la résistance ouvrière à l'exploitation dans la manufacture (journées de 12 ou 15 heures, travail des femmes et des enfants, etc.), autant que la concurrence intercapitalistes, entraîna le passage à un autre système de production : la grande industrie. Il n'y a pas de cause unique, mais un rapport contradictoire permanent: lui seul explique le devenir capitaliste.

Un système de production est un tout qui organise la société à un moment historique précis en vue de reproduire le rapport salarial, la création de valeur et sa réalisation en capital additionnel, ainsi que la pérennité du système autrement que par la simple contrainte, ce qui implique de faire accepter le capitalisme comme seule réalité envisageable. Une technique nouvelle n'est rien en soi. Elle tire son sens des changements structurels qu'elle entraîne dans la société - qui la structure à son tour. Le cycle dont il s'agit n'est pas seulement économique mais social. (7)

Loin d'apparaître comme un coup de tonnerre réformateur au ciel de l'anarchie bourgeoise, keynésianisme et fordisme manifestaient une tendance (exprimée par exemple sous la forme du "socialisme bismarkien") à organiser le capitalisme. Ce système répondait à la crise révolutionnaire des années 20, mais ne devint hégémonique qu'après la deuxième guerre mondiale. Depuis le début du XX^{ème} siècle, le capital avait entrepris de modifier le procès de travail, mais non les formes d'existence du salariat. C'est seulement après 39-45 qu'il peut aux EU, en Europe de l'Ouest et au Japon, transformer aussi les conditions de la (re)production de la force de travail :

- Intégration des prolétaires dans la sphère économique, politique et sociale du capital : ils ne sont plus perçus en ennemis, mais en partenaires conflictuels dans et par la valorisation.
- Inversement, ce par quoi l'ouvrier du XIX^{ème} se définissait, le métier, se voit rejeté, sinon décomposé.
- Le salaire n'est plus seulement coût, mais aussi investissement qui sous-tend la propension à consommer: augmentation raisonnée du salaire réel, fort développement du salaire indirect.
- Consommation de masse, avec vente de marchandises dont l'obsolescence planifiée alimente la croissance, et dont la diffusion bouleverse et structure la société entière.
- Développement auto-centré du capital et nouvel essor de l'Etat-nation, dont la vocation cesse d'être avant tout patriotique. L'Etat n'est plus seulement le garant d'une domination de classe, mais l'initiateur du progrès social. Il encourage ou bloque les fusions industrielles,

soutient l'activité économique par une politique fiscale, de grands travaux, et des commandes militaires permanentes.

Keynes et ses successeurs étaient conscients de l'impossibilité d'un équilibre général sans graves crises périodiques, lesquelles assainissent le système, mais menacent la stabilité, voire la perpétuation de classes dirigeantes moins attachées au capitalisme qu'à elles-mêmes, et souvent malmenées au XXème siècle par les tourmentes fascistes ou capitalistes d'Etat. Il s'agit donc de maintenir le meilleur équilibre possible, en régulant le marché pour lui épargner les tempêtes.

On mesure mal aujourd'hui la naissance difficile d'un tel compromis social. Les patrons ont mis autant d'acharnement à rejeter toute discipline pour eux-mêmes qu'à l'imposer autoritairement dans leurs usines. Dans les années 20 et 30, les bourgeoisies anglaise et française nient obstinément la place du travail, et sabotent la participation socialiste au gouvernement, dressant un "Mur d'argent" contre des réformes pourtant modestes. Le Front Populaire se conclut sur un échec politique et social. Le New Deal ne met pas un terme à la répression la plus sanglante : 16 ouvriers tués lors de la grève du textile en 1934, 18 dans celle de Little Steel en 1937. (8) Longtemps la classe dominante s'est comportée en propriétaire de l'Etat, refusant de le financer s'il était dirigé par la gauche, cherchant sa revanche contre les 40 heures, imposant en France en 1939 des semaines allant jusqu'à 60 ou 70 heures, dont une partie non payée.

Cette naissance fut toujours liée à la nécessité de trouver une solution aux réactions des salariés. Le 5 \$ Day de Ford (pour 8 heures de travail, satisfaisant une vieille revendication source d'innombrables grèves et de morts chez les prolétaires) répondait aux démissions massives d'ouvriers après l'introduction des chaînes. Le taylorisme n'avait pas seulement pour vocation de contrôler, mais aussi d'intégrer une main d'oeuvre alors non qualifiée et parfois non-anglophone, par une organisation du travail qui fasse le moins appel au langage et à la compréhension. Le but initial n'était pas de mieux payer le personnel pour qu'il achète les voitures qu'il fabriquait. D'ailleurs, Henry Ford ne comprenait pas que la consommation populaire supposait l'extension de son système aux autres industriels, une contractualisation du rapport travail salarié/capital, et donc la reconnaissance du fait syndical comme réunion des ouvriers. Le contrat collectif restait une idée neuve, dont il fallut des décennies de luttes pour faire comprendre aux patrons qu'elle ne mettait pas leur pouvoir en danger. Qu'aurait été le New Deal sans la vague d'occupations d'usines en 37-38 ? De même, en 1950, chez Toyota, c'est d'une grande grève que naîtront l'emploi et la carrière garantis par l'entreprise, en échange d'une participation à la réduction des coûts.

Un système de production conjugue un complexe technique et l'organisation du travail qui le met en oeuvre. D'où la difficulté de discerner avec précision le début de sa domination. La grande industrie mécanisée ne s'est pas éteinte en 1929 ou 1950, et le taylorisme est né avant les années 20. En 1914, un an après l'introduction de la chaîne chez Ford, la moitié de l'industrie américaine fonctionnait encore à la vapeur. Le premier grand contrat collectif date de 1945, chez General Motors, mais quelques années plus tard, en réaction à de nouvelles grèves, l'automobile s'engage dans l'automation. Dix ans avant "les Trente Glorieuses", les Etats-Unis étaient entrés dans une période de prospérité, et ce que l'on appellera plus tard "désindustrialisation" y débute dans les années 50. Si Renault fut longtemps emblématique de l'intégration conflictuelle des syndicats, Citroën cultivait au même moment son syndicat maison et faisait la chasse aux CGTistes. A chaque généralisation, un contre-exemple est opposable.

L'intérêt, la difficulté, sont de dégager les tendances qui dominent une époque.

L'ébranlement social profond, symbolisé par "Mai 68", qui secoua plusieurs continents pendant une quinzaine d'années et culmina peut-être en Italie autour de 1977, n'a pas pour cause une "crise économique", mais survient dans une situation d'épuisement - pour le capital comme pour le travail - des aspects positifs du système fordo-keynésien :

- Déclin des gains de productivité, dû pour partie au coût d'investissements de plus en plus lourds (les "rendements décroissants" propres à tout cycle technologique), pour partie à une résistance ouvrière elle-même cause de nouveaux investissements donc de nouveaux coûts.
- Saturation, non des objets consommés (quelle limite y a-t-il au nombre de téléviseurs ou de voitures par famille ?), mais des satisfactions apportées. D'instrument de liberté, la Dauphine devient vite cage mobile au sein des embouteillages vers le boulot ou les courses.
- Liée à cette saturation, refus croissant chez une minorité des salariés (jeunes notamment) de l'échange jusque-là accepté: emploi et consommation garantis, au prix d'une dépossession profonde, inimaginable au temps de Diezgen ou de Varlin, du contenu du travail. Jusque dans les premières décennies du XXème siècle, la déqualification, quoique massive, était le lot des femmes, des immigrés récents, voire des enfants. Désormais, la privation de sens symbolisée par l'OS semblait l'avenir de la majorité: la France de 1962 comptait plus d'OS que d'OP.
- Développement du travail improductif privé et public (ce dernier renvoyant à la lutte de classes, car il faut bien financer l'Etat tentaculaire nécessaire à l'équilibre social), aggravant les conditions de valorisation.

De même que la valorisation du capital exigeait de plus en plus de capital, la satisfaction du consommateur exigeait de plus en plus de consommation. La baisse mesurable des profits (9), connue avant le choc pétrolier de 1974, ne prend son sens qu'en conjonction avec la chute de rentabilité de tout un rapport social, d'une relation vécue entre capital et travail. En 1971, les ouvriers de GM à Lordstown n'étaient pas les premiers à refuser ce que faisait d'eux l'organisation d'un travail "bien payé". "La crise de la civilisation économique s'est progressivement précisée comme crise économique." (10) Le système ne pouvait s'imposer quand Ford était le seul patron fordiste. Il ne triomphe qu'en s'élargissant. Sa généralisation lui enlève ses avantages dans la concurrence sur le marché comme face aux prolétaires.

Surmonter la crise supposait un cadre global, qui ne se borne pas à rétablir l'ordre dans l'usine, ni même à changer les techniques de fabrication dans l'atelier.

VICTOIRE PARTIELLE DU CAPITAL

Une vision courante attribue les transformations du capitalisme dans le dernier quart du XXème siècle à une double révolution, technologique et financière. Ces aspects sont seulement deux dimensions d'un mouvement profond: la réplique bourgeoise à la crise des années 1960-80. La diffusion de l'ordinateur a correspondu au besoin de tout accélérer, décentraliser, séparer et individualiser, dans l'atelier ou la rue comme à la Bourse ou au foyer.

Nous en détaillons plus loin les effets. Sur le lieu de travail, l'informatisation a répondu aux formes d'organisation et de lutte nées dans les entreprises géantes. La nouvelle gestion d'un temps densifié, différé et mieux segmenté a permis de disperser la fabrication, de mettre le salarié sous la pression du client, et d'intensifier le travail.

La contre-offensive a été victorieuse : le capital a remis au travail en posant ses conditions :

- Prise des "forteresses ouvrières" (et fin des statuts protégés favorisés par les grandes concentrations ouvrières) : soit par l'usure de mouvements prolétariens virulents mais sans perspectives; soit par la violence doublée d'un arsenal juridique anti-syndical et anti-grève (mineurs anglais brisés par Thatcher). Ensuite par le recours à la sous-traitance, à l'intérim, au chantage au licenciement pour faire accepter la flexibilité, à la concurrence entre sites d'une même entreprise, etc.
- Réorganisation d'un travail informatisé (apparition de la commande numérique dès le début des années 70) : transfert du savoir à la machine dans la fabrication, gestion accélérée dans les services. Mais la rentabilité de l'informatique ne se situe pas seulement sur le plan comptable. Si elle permet de gagner du temps, donc de la valeur, elle en fait perdre aussi, en raison des pannes, des stages de formation, de l'obsolescence rapide du hardware, et d'une foule d'autres faux frais. La "révolution informatique" doit d'abord son succès à une capacité nouvelle à contrôler en permanence une activité salariée plus parcellaire et plus opaque qu'avant. Au bout de la chaîne de fabrication, on peut au moins voir une voiture ou un fer à repasser. L'informatique, elle, brouille encore plus la part de chacun à un travail collectif. Jamais les tâches n'ont été plus "en miettes" que sur ces lignes d'ordinateur qui défilent et s'effacent. Virtualisation est un autre mot pour incompréhension.
- Utilisation, malgré une résistance ouvrière vouée à l'échec mais acharnée, de l'arme des fermetures d'usines et du chômage, afin de réduire le salaire (direct et indirect) et d'intensifier le travail (le taux de chômage ne baisse qu'en 1992 aux EU, et en 1997 en France, et remonte maintenant).
- Après ou avec cette arme, emploi de son contraire apparent: une consommation, mais de type nouveau, parce qu'elle détourne la critique radicale du mode de vie. Par le Personal Computer, par le portable, mais aussi par des réalités aussi banales que le plat surgelé individuel, le capital a retourné contre le mouvement des années 60 ce qui le caractérisait et en faisait la limite : l'autonomie, l'aspiration à être soi. L'individu était depuis longtemps le nom bourgeois de la liberté : celle-ci est désormais possible, mais pour l'être isolé ou sa tribu. Une consommation diversifiée sépare des catégories (jeunes, femmes, gays, blacks, beurs, etc.) libres d'acheter chacune son identité particulière, voire d'en combiner plusieurs. Le siècle des conformismes renouvelés se clot sur une image "rebelle". "Conduisez une Datsun : Plantez un arbre", proposait la publicité en 1972. Trente ans après, jamais on n'a tant consommé au nom de valeurs non marchandes. Chez Carrefour, chaque sac plastique lutte contre la pollution. 68 voulait faire passer l'être avant l'avoir. On revendique maintenant l'avoir au nom de l'être : nous n'achetons plus un objet, mais l'expérience, la "situation concrète" dont il serait porteur. Le téléspectateur passif se double d'un internaute actif.

L'Occidental ne fut donc pas libéré de la consommation, il reçut la liberté de la consommation. Il ne fut pas libéré de l'atelier, il reçut une liberté dans l'atelier. Il ne fut pas libéré de l'argent, mais libre de retirer de l'argent d'une machine dès l'âge de 12 ans. Il ne fut

pas libéré de la radio et de la télévision, mais reçut des radios libres et le droit de choisir sa chaîne. Le capital a su se présenter comme le grand émancipateur.

Une restauration indéniable de la rentabilité en découle. Aux EU, en Allemagne, en France, en Angleterre, les marges bénéficiaires, déclinantes depuis le milieu des années 60, se redressent après 1980. (11)

Or, quand bien même les bilans d'un grand nombre d'entreprises seraient positifs, la société capitaliste n'égale pas la somme de ses entreprises. Le profit ne peut être qu'un indicateur de l'évolution sociale globale. La Russie bureaucratique reposait certes sur la production de valeur, mais dans des conditions de rentabilité si faibles et si distordues qu'elles auraient dû condamner un système s'il n'avait été qu'économique, au sens comptable du mot. (12) Rapporté à une grille de lecture "marxiste", ce pays faisait figure de monstre, d'impossibilité historique. Pour des raisons internes et géopolitiques (renvoyant d'ailleurs à des causes sociales), l'aberration a vécu 70 ans. Inversement, une partie de la puissance américaine vient de ce que l'on croie au capital. Il n'y a pas de crise du capitalisme, seulement une crise des "acteurs", c'est-à-dire des classes, du capitalisme. C'est le rapport social structuré par le profit qui mène le monde, non la baisse du rendement des investissements. Avant 1929 aussi, les profits étaient élevés. Nous serions naïfs de substituer à la comptabilité "bourgeoise" des taux de croissance, celle "révolutionnaire" des taux de profit.

En outre, l'expansion du commerce mondial n'excède pas celle des "Trente Glorieuses". Ce qui a crû, c'est l'investissement direct à l'étranger. France exceptée, les taux d'ouverture des vieux pays capitalistes sur le monde sont proches de ceux d'avant 1914.

Quoi qu'il en soit, dira-t-on, on est (ou était) revenu à une croissance forte. Mais quel en est le contenu ? La production "au plus juste", successeur supposé de la "production de masse", a remonté les profits dans des conditions qui les rendent fragiles. Les EU comme l'Europe accumulent moins qu'en 1950-70. Le rétablissement de la rentabilité est plus "régressif" (blocage salarial, accumulation ralentie et différenciation sociale) que "progressif" (convergence sociale et progrès technique généralisé). La "bonne santé" américaine tient surtout au gel des salaires, à la baisse des dépenses sociales des entreprises, à l'augmentation des heures travaillées, et à une consommation endettée. Les gains de productivité en 1995-2000, aux EU, sont supérieurs à ceux de 1980-95, mais inférieurs à ceux des périodes précédentes, 1960-73 en particulier. (13) Malgré les progrès énormes de la productivité du travail, celle de l'ensemble du capital stagne. (14)

L'augmentation indéniable de l'investissement productif et, grâce à celui-ci, de la productivité du travail, ne suffit pas à entraîner un nouveau cycle technologique. Si l'accroissement de la productivité du travail a pour effet une baisse des coûts salariaux, l'accroissement de l'intensité capitalistique contribue à les élever. La percée d'un nouveau système de production (la grande industrie mécanisée au temps de Marx, l'OST dans la première moitié du XXème siècle, et ce qui pointe au-jourd'hui) exige une organisation nouvelle du travail qui fait défaut. Il y a une dizaine d'années, aux EU,

"(..) parmi les entreprises ayant fortement réduit leur personnel, la moitié d'entre elles environ n'avait pas diminué les coûts et moins d'une sur quatre avait durablement augmenté la productivité." (15) (Même constat en France pour 1991-96)

Il est vrai que la prétendue Nouvelle Economie (8% du total aux EU) connaît un essor qui, quoiqu'irrégulier (comme l'attestent licenciements massifs et faillites) semble maintenir son élan. Mais jusqu'à présent, celui-ci ne s'est pas répercuté sur l'ensemble de l'économie. Rien ne prouve la capacité des technologies de l'information à renouveler la productivité (et la société) comme le firent la machine à vapeur, puis l'alliance de l'électricité et du moteur à explosion.

Contrairement aux apparences, les technologies de l'information et de la communication ne sont pas à ce jour devenues le moteur suffisant d'une nouvelle phase. L'accélération de tout n'est pas toujours synonyme d'un surcroît de valeur. Citons une comparaison entre industriels de l'automobile et de l'informatique:

"(..) les premiers ont su inventer, dans un contexte de progrès techniques lents et qu'ils ont parfois contribué à ralentir, une forte rentabilité des marchés; les seconds (..) ont laissé le champ libre à des évolutions techniques souvent destructrices de valeur." (16)

Le doute se justifie plus encore pour l'Europe et le Japon. En France, la part de la Nouvelle Economie est moitié moindre qu'aux EU (4% du PIB), et cette proportion n'a pas varié entre 1991 et 2000. Même l'Allemagne et le Japon ont un taux d'investissement productif bien inférieur à celui des EU, dont une plus faible proportion qu'aux EU concerne les technologies nouvelles.

La substitution massive du capital au travail ne s'accompagne donc pas (encore ?) d'une forte augmentation globale de l'efficacité productive. Le nouveau cycle technologique porté par la "révolution informatique" est loin de sa maturité. Celle-ci signifiera(it) que l'accumulation de capital nouveau soit à même d'améliorer l'efficacité de tous les processus de production, c'est-à-dire induise un mode de vie et de consommation modifié, donc un rapport salariat/capital transformé par un remodelage de la société. Si cet environnement n'est pas produit, c'est que le capital n'a encore rien réglé en profondeur.

Un trait frappe les imaginations, alors qu'il déplace le problème : la course au gigantisme, dans tous les secteurs, y compris boursier. Mais "Big is Beautiful" aura détruit beaucoup de capital. Les fusions, souvent réalisées par échange de titres, apportent peu de ressources neuves, et ne créent guère de valeur. Bon nombre sont défensives, visant à protéger un marché ou à éviter une prise de contrôle. Certaines de ces opérations s'avèrent rentables grâce à des économies d'échelle. Mais la moitié échoue à produire plus d'argent, et beaucoup se soldent par une perte : l'union de deux partenaires additionne deux rentabilités insuffisantes. (17) La concentration reporte la difficulté à un niveau supérieur. Dès sa naissance en 2001, NewCo, n°1 mondial de l'acier, est alourdi de sur-capacités.

Parce que l'homme moderne manie des objets légers (portable, disquette, etc.) qui donnent l'illusion d'abolir temps et espace, il croit entrer dans l'immatériel. Les déconvenues autour de la norme UMTS lui rappellent que l'Economie Nouvelle reste de l'économie. Il faut des investissements gigantesques pour produire les bénéfices attendus. Sous l'aiguillon de la concurrence et la pression des actionnaires, les vendeurs de temps sont rattrapés par leur propre mythologie : on exige d'eux des profits rapides. Ce n'est pas la technique qui mène le monde, mais la valorisation. L'innovation la plus ingénieuse ne sert à rien si elle rentabilise mal les sommes engagées. Après l'industrie de la téléphonie, c'est la fabrication de PC qui licencie. Les déboires de la Nouvelle Economie renvoient à une insuffisance de plus-value pour parcourir tout le cycle et valoriser le capital investi. L'omniprésence des portables ne les rend pas ipso facto rentables. Il s'agit bien d'une crise de l'accumulation.

Nous ne jouons pas au prophète de krach. La liste est trop longue des prévisions marxistes catastrophistes démenties par les faits. Quant à réfuter le "miracle" de l'e-economy, la même presse qui en célèbre les vertus en détaille suffisamment les insuccès pour qu'il soit inutile d'y insister. Nous savons qu'il a fallu quarante ans pour que s'impose le moteur électrique: la dynamo remonte à 1881, et n'équipe en 1920 que la moitié des installations industrielles. Peut-être l'informatique aussi annonce-t-elle une ère nouvelle. (Quant à nous, les retards de la technique moderne nous inquiètent moins que ses avancées.)

La disparition ultérieure de presque tous les constructeurs automobiles existant en 1900 n'a pas empêché l'essor que l'on sait. Or, ce que nous voudrions mettre en lumière se situe précisément là. Pour que triomphent la "révolution automobile" et le mode de vie qu'elle incarne, il a fallu plus que des inventeurs et des amateurs, bien plus que des chaînes de fabrication et 15 millions d'acheteurs de Ford T. Il a fallu l'écrasement d'un puissant élan révolutionnaire, plusieurs décennies de contre-révolutions démocratique, fasciste et stalinienne, sans oublier une guerre mondiale capable de forcer les sociétés, les marchés et les esprits. L'histoire ne se répète pas, mais donne la mesure des bouleversements nécessaires à la consolidation d'un nouveau système de production. Les applications des nouvelles technologies n'ont pas fait naître des gammes de produits comparables à celles issues de l'électricité et de l'automobile.

La victoire du capital apparaît plus étendue que profonde, et d'abord dans un domaine fondamental : l'intégration du travail. Ce sera le thème des chapitres suivants, dans trois domaines cruciaux: la transformation de l'atelier, l'informatisation, l'appartenance sociale.

ETRANGE DEFAITE DES PROLETAIRES

Personne ne conteste la victoire des capitalistes sur la minorité radicale des années 60-70, ni leur capacité à réabsorber les revendications de la majorité réformatrice. Mais de quelle portée est ce triomphe ? Le problème du capital, en 1970 ou 1980, n'était pas de baisser les salaires et de fermer des usines non rentables, mais d'en ouvrir de nouvelles, rentables celles-là. Il fallait rendre le travail à la fois plus mobile et plus docile: jeter des millions de chômeurs sur le pavé n'y suffisait pas.

On ne constate pas de solution de continuité avec les années 60 : le capital ne parvient pas à humaniser la chaîne, et n'enrichit des tâches déqualifiées qu'en introduisant une polyvalence forcée.

Aucune expérience n'a de succès durable. Le "module" de Volvo à Kalmar (1974), censé retourner contre les ouvriers l'organisation informelle autonome décrite par Mothé dans *Socialisme ou Barbarie* (18), n'a pas restauré la rentabilité. La "production réflexive" à Uddevalla (1985) remplaçait la chaîne par des postes fixes de 2 à 4 ouvriers chargés de monter la voiture, et faisait appel à ce qui se nomme aujourd'hui des capacités cognitives. Mais, commentent deux régulationnistes:

"Faire un travail intelligent et qualifiant ne conduit pas à lui seul les salariés à participer au développement continu des performances." (19)

Kalmar est fermé. Uddevalla a cessé de fonctionner de 1992 à 1996, puis rouvert sur d'autres bases:

"(..) toute recommandable que soit l'humanisation du travail, son inefficacité économique relative la condamne à long terme (..)" : "la parcellarisation des tâches est dans une large mesure la condition de l'efficacité". (20)

Quelques années plus tard, pour rétablir sa productivité, Volvo préfère réduire les avantages sociaux et jouer de la pression du chômage, avant d'être contraint de se vendre à Ford.

A des milliers de kilomètres de là, au moment où l'Occident s'extasiait devant "l'esprit Toyota", la firme du même nom en découvrait les limites. Kaizen (participation de l'équipe à l'amélioration de la productivité, ce qui revient à dépasser à la fois Taylor et Mothé) et kanban (réduction méthodique des stocks) n'ont donné leur optimum que jusqu'en 1990-92. Comme leurs prédécesseurs vingt ans plus tôt, les jeunes ouvriers renaissent. Toyota manque même de main d'oeuvre en 1986-90, au moment où s'élève fortement la consommation intérieure, et riposte en faisant monter par l'équipe un sous-ensemble complet de la voiture. Toyota réforme le toyotisme.

Il serait absurde de nier les évolutions. En Californie, NUMMI, usine commune à Toyota et General Motors mais gérée sur le mode toyotais, est un succès de productivité et de rentabilité. Le projet Saturn de GM (Tennessee), fait de l'"unité de travail" (10 à 15 salariés) un centre de profit, avec co-gestion paritaire syndicat-patronat et démocratie pyramidale: de l'atelier à la direction, 70% des voix sont nécessaires pour prendre une décision qui ensuite s'impose à tous (centralisme démocratique !). Cependant, quoique rentable, cette méthode ne s'étend pas: les accidents du travail augmentent; l'implication syndicale totale divise l'United Automobile Workers, et oppose entre eux les ouvriers de différentes usines de GM. D'autres expériences (élargissement des tâches, responsabilisation de l'équipe), chez Volkswagen et Mercedes, atteignent des objectifs, mais là non plus ne se généralisent pas. L'autonomie du Gruppenarbeit est plus populaire auprès des syndicalistes et des chercheurs que dans les conseils d'administration. GM ne s'est pas réorganisé sur le modèle de NUMMI ou de Saturn.

En 1970, répondant à l'exigence des OS de Lordstown, direction et syndicat promettaient qu'une équipe assemblerait la voiture entière... Tous les dix ans, l'expert annonce qu'une nouvelle "relation salariale" va réconcilier travail et capital. Mais, carotte et bâton ont beau se combiner, s'il n'y a guère de rébellion ouverte comme en 1970, l'entreprise n'a pas rétabli une organisation optimale des processus de fabrication.

Cette analyse concerne surtout les ouvriers au vieux sens du mot, moins nombreux qu'autrefois, plus nombreux qu'on ne le répète: entre 6 et 7 millions en France, soit la même proportion qu'en 1910. A la veille de 1914, l'addition des ouvriers d'usines allemands, anglais, français et nord-américains aboutit à une trentaine de millions. (21) Voilà peu pour la Belle Epoque de la IIème Internationale... De nos jours, après avoir enterré les ouvriers, la statistique les déclare en augmentation : en France, ils seraient passés de 5,8 à 6,3 millions en quelques années. A l'échelle planétaire, l'industrialisation récente de diverses régions du monde, malgré ses ratés, a envoyé en usine des millions de salariés de plus, et probablement confirmé les calculs de S.Rubak annonçant en 1972 : La classe ouvrière est en expansion permanente. (22) Ce ne sont pas les ouvriers qui ont disparu, mais le mouvement ouvrier.

Laissons les chiffres. L'essentiel, c'est que l'activité et la vie d'un nombre croissant de salariés soient organisées désormais sur le mode du travail ouvrier. (23) Ici, on a remplacé par des robots les ouvriers refusant leur propre robotisation. Là, un travail émietté n'a été recomposé que pour être densifié. Les nouveaux OS que sont les salariés des centres d'appel ne font pas preuve d'une vraie soumission à leur tâche: dans ces conditions, peuvent-ils être rentables ? Le capital ne sait pas encore associer ses néo-prolos à un travail intensifié et, pour les salariés d'exécution (de loin les plus nombreux), moins stable et plutôt moins payé qu'autrefois.

La critique prolétarienne des années 60-70 n'a pas eu d'ampleur telle qu'elle aurait imposé des réponses extrêmes, à la fois immédiates et à long terme, comme après 1917. Pour l'essentiel, le capital n'a abordé qu'un des aspects de son différend avec les prolétaires, sans vouloir ni pouvoir pousser l'examen à ses conclusions ultimes. Il s'est concentré sur une réduction drastique des coûts et des conditions de reproduction de la force de travail, sans modifier les normes sociales de consommation, se contentant de les déplacer. En particulier, gouvernements de droite comme de gauche encouragent à la fois l'incitation à l'embauche, le retour à l'emploi, et le travail précaire. Or, quoiqu'elle fasse pression à la baisse des salaires, la précarisation entrave l'intégration sociale et la consommation.

Le salariat peut fonctionner contre les salariés, mais pas prospérer. L'attitude des ouvriers américains de Linden (New Jersey), laissant passer les voitures défectueuses qu'ils sont censés signaler, parce que tout les pousse à travailler (trop) vite, rejoint celle du personnel d'une usine française de meubles. (24) Or, les premiers subissent le post- ou néo-fordisme, en théorie totalement repensé, et les seconds l'OST accélérée. Des comportements si proches dans des entreprises dissemblables laissent supposer que l'on dépasse mal l'ancien système de production.

UN TAYLORISME INFORMATISE

L'intensification du travail est typique du capitalisme. La nouveauté taylorienne, c'est la tendance systématique à individualiser pour calibrer et contrôler. Taylor isole chaque corps ouvrier de son voisin, détache le corps de l'esprit, puis divise cette matière décervelée en gestes séquencés. Sa (dé)mesure est de prendre au pied de la lettre la réduction du travail complexe au travail simple, la transformation de tout mouvement humain en unités quantifiables, et de faire une réalité de ce qui ne peut exister que comme abstraction. Entre mesure maximale, et flux optimal, il y a contradiction. Taylor pense en technicien du moment isolé, et son souci premier n'est pas la technique la plus productive, mais la meilleure adaptation de l'homme au geste commandé, quel qu'il soit. L'un de ses premiers chronométrages portait sur un recordman du port de blocs de fonte. (25)

Pareille folie rationnelle (26) correspond au capitalisme en tant qu'il est quête de valeur, laquelle doit être une substance sécable, repérable et séparable dans quelque chose d'homogène: le temps. Mais elle est inadéquate au capitalisme en tant qu'il met en oeuvre une coopération. Si la valeur, c'est le temps, le capital n'en reste pas moins, par définition, extérieur au travail, et aucune tâche, aucun acte productif, jamais ne sera entièrement réductible à du temps.

Dès les années 20 et 30, pratique ouvrière et sociologie d'entreprise (la seconde étudiant la première) n'ont pas tardé à mettre en lumière cette contradiction. L'OST y a répondu par une

hiérarchie contrôleuse chargée de relier ce qu'elle sépare, et par le recours à la psychotechnique et à la psychosociologie. Le taylorisme de 1950 n'était plus celui de 1920. (27)

Cinquante ans plus tard, il persiste, rénové, dans certains secteurs (l'automobile), et s'étend dans d'autres (l'agro-alimentaire). Dans le tiers monde, nombre d'usines récentes fonctionnent sur des bases tayloriennes. Le travail posté n'a pas disparu. Le bâtiment calcule des temps opératoires et rationalise ses chantiers. De plus en plus de salariés subissent normes et délais très courts, et le tertiaire transpose de l'atelier au bureau le principe de la chaîne (un flux imposant son rythme).

Post- ou néo-tayloriste, l'ancien système se maintient ou progresse là où il s'avère rentable. Notre problème n'est pas de connaître la proportion exacte d'entreprises tayloriennes, mais de saisir la capacité d'un système de production alternatif à entraîner l'ensemble de la société. Car l'impasse demeure: l'écart maximal entre exécution et direction-conception, censé accroître la productivité, finit par l'amoinrir.

Ce qui passe pour une solution - la révolution informatique - déplace la contradiction.

L'OST est fille d'un monde et d'une pensée mécaniques: elle fait du salarié un rouage. Le problème surgit à la rencontre de chaque dent de l'engrenage: comment assurer la continuité d'une addition de points que l'on a tout fait pour rendre discontinus, et que la panne ou la grève ne manque pas d'interrompre ?

L'informatique, elle, ne pense plus en termes de points, mais de réseaux, ni de machines mais d'informations. La chaîne devient flux : il faut que la liaison entre opérateurs ne dépende plus de chacun d'eux, mais d'un savoir incorporé dans le processus de fabrication. L'informatique a pour but de ne laisser aux salariés aucune latitude de bloquer la production, tout en exigeant d'eux une meilleure disponibilité. On fait comme si le travail en appelait désormais à l'intelligence.

Si Taylor ambitionnait de traiter l'ouvrier en "boeuf", c'était pour lui enlever une capacité de résistance (passive et active) due à un savoir professionnel et à une solidarité. L'OST n'a jamais totalement éradiqué le savoir collectif, elle a même recréé une autre solidarité. Aujourd'hui comme hier, la scission entre exécution et direction-conception a pour but de priver les salariés de leur arme essentielle : ce sont eux qui font le travail.

L'OST avait brisé la communauté des OP en supprimant ou en réduisant leur compétence : l'OS est l'ouvrier sans métier. L'informatique remet du savoir dans le travail, mais non dans le travailleur, puisque les connaissances ne sont plus dans la tête du salarié, seulement dans une machine qu'il sert sans la maîtriser. Contrairement à l'OS, il utilise bien des connaissances, mais incorporées à l'équipement, indépendantes de lui, qu'il ne pourrait donc mettre à profit pour se rendre autonome, résister, se rebeller.

Les organisateurs du travail oublient qu'aucun travail n'est individuel. Le savoir des OP comme le savoir-faire des OS ne résidaient pas d'abord dans leur tête, mais dans une expérience collective, d'où découlait leur capacité d'exercer un certain contrôle sur le travail, capacité qui existe toujours.

Le taylorisme a épuisé sa dynamique parce qu'il niait outre-mesure la dimension coopérative du travail et de la société capitalistes. La persistance de son principe sous forme numérique ne

saurait annoncer un renouveau. La bureaucratie taylorienne (enregistrement et classement permanent d'informations sur le mode "des records sportifs" (28)) est accélérée, simplifiée mais aggravée par l'informatique. Si l'extension du taylorisme a fini par se révéler contre-productive à Turin en 1970, on voit mal comment il en irait autrement dans cinq ou dix ans à Taipei.

QUELLE PLACE POUR LE TRAVAIL ?

Le "post-fordisme" a éliminé certaines entraves mises par le mouvement ouvrier à l'achat libre de la force de travail, mais surtout modifié ce qui dépend le plus de l'entreprise : le moment productif.

Contrairement aux prévisions lancées il y a vingt ans, ni la robotisation ni le chômage n'ont finalement inondé le monde. L'objectif n'était pas d'automatiser au maximum, mais de maîtriser les résistances salariales et de densifier le travail. (29)

Grâce à l'informatique qui transfère le savoir professionnel à l'entreprise, le salarié est appelé à remplir deux tâches au lieu d'une: le gardien de nuit tient la comptabilité, le garagiste vend des assurances, la secrétaire s'occupe des achats, l'opérateur assure la maintenance, le mécanicien répond au client. (30) Les flux tendus supposent d'associer le salarié à la production, donc de le mettre en condition de prendre des initiatives.

Or, le procès de travail a justement été repensé pour encadrer le personnel au maximum. L'entreprise exige donc plus d'autonomie du travailleur tout en le contrôlant davantage.

Bien avant la mode du mot "fordisme", Socialisme ou Barbarie montrait ce sur quoi Taylor butait : même sous l'organisation la plus scientifique du travail, le processus de production ne fonctionnerait pas sans l'intervention régulière d'une irréductible organisation informelle des exécutants (comme le prouve a contrario la grève du zèle).

Dépasser le taylorisme serait donc mieux mobiliser le salarié, raccourcir la chaîne hiérarchique, et reconnaître une valeur certaine au travail. Or, l'informatisation déconsidère les tâches manuelles ou requérant peu de formation.

Auparavant, le prolétaire compensait la perte (profonde, quoique jamais totale) de maîtrise sur son travail, par une paie supérieure et l'accès à une consommation améliorée. L'ouvrier sans qualification gagnait davantage chez Renault que dans la petite entreprise locale. Quelques décennies plus tard, l'adhésion de l'"opérateur" à son travail passerait par une meilleure rémunération: mais un principe de la restructuration est justement de réduire son coût à un minimum. L'ingénieur, lui, ne travaillerait pas comme il le fait s'il était payé au SMIG.

"Réduction du temps de travail" et "annualisation" ont pour effet de vider de sens la notion d'heures supplémentaires. Or, celles-ci ne sont pas des heures comme les autres: elles commencent au-delà du temps jugé normal pour acheter de quoi vivre. Elles expriment ce qui a été négocié après une lutte, puis accepté comme l'état d'équilibre entre capital et travail à un moment donné. Baisser le salaire en supprimant les heures sup' revient à détruire une norme sociale sans en construire une nouvelle.

Le rapport capitaliste suppose une contrainte, mais dysfonctionne dès qu'il oublie la dimension "anthropologique" du travail. La tâche la plus simple, celle du manoeuvre, implique un apprentissage sur le tas, crée une compétence, et produit une activité où un être humain entre en relation avec d'autres. Devenu simple moyen de gagner sa vie, le travail socialise peu. La contrainte ne refonde pas un "sens". L'employé dévalué en OS du tertiaire est perdu pour l'esprit d'entreprise.

Le capital n'a pas encore redonné au travail tel qu'il existe depuis le déclin des grandes usines, des collectivités ouvrières et des statuts protégés, un rôle, une place, une reconnaissance. Il est contradictoire de réduire à un pion celui qui valorise des systèmes complexes exigeant une disponibilité bien supérieure à celle de l'OS.

Le débat même sur la "fin du travail", cette "valeur en voie de disparition", ou sur les vertus d'un introuvable "travail social" ou "troisième secteur", est contre-productif en ce qu'il rabaisse plus encore ceux dont le travail (qu'ils aient ou non un emploi) régit la vie, tout en leur offrant un revenu et une protection dégradés.

On a défait l'appartenance à une classe à la fois réelle et mythique, sans refonder une adhésion. Les enfants d'ouvriers sont des orphelins sociaux. Ce qui est "ouvrier" se voit dévalué, mais inversement ce qui accompagne le nouveau travail ne suscite aucune fierté. Si l'esprit de métier est mort, l'esprit d'entreprise relève de la manipulation des foules. Le déclin des luttes ouvertes n'a pas empêché une polarisation de classe, par opposition entre "eux" et "nous" : les riches s'enrichissent quand les autres suivent le chemin inverse, nos enfants vivront moins bien que nous, on n'y peut pas grand chose, bref, une conscience de classe négative. (31)

"Classe angoissée" (R.Reich), "ergostressie" (Y.Lafargue), "cynisme de masse", ces formules traduisent en termes d'expert l'impossibilité de vanter le ludique, l'autonomie, la co-responsabilité, tout en pratiquant le donnant-donnant et en flattant l'esprit mercenaire. Le salariat valorisateur du capital suppose un horizon social et culturel partagé. Une culture technique faisait autrefois se rejoindre ingénieur et ouvrier. On ne saurait en dire autant de la cyberphilie.

Il est dangereux de traiter le travailleur comme un mal nécessaire. Officiellement, les accidents du travail ont augmenté en France de 15% depuis 1996. Les homicides sont, paraît-il, la troisième cause de mortalité sur le lieu de travail aux EU où, entre 1984 et 1994, le nombre d'employeurs assassinés (souvent à la suite d'un licenciement) a triplé.

L'usine fordiste était intégratrice. A River Rouge, établissement phare de Ford et du syndicat UAW il y a quarante ans, 30% des syndiqués étaient noirs. A Linden, on ne fabriquait pas seulement des Cadillac pour GM, mais aussi une "homogénéisation" ethnique et sociale: resserrement de l'éventail des salaires comme de l'écart de condition entre blancs, noirs et hispaniques. Depuis les vagues de licenciements des années 80 et 90, un fossé s'est à nouveau creusé entre les blancs et les autres. (32)

Trois catégories de salariés se séparent: les échangeables, dont on peut comparer et remplacer le travail, gérés comme un flux, voire délocalisés; les compétents, dotés d'une qualification particulière, et associés un peu à la gestion et aux profits; et les protégés, relevant d'un statut ancien, avec forte stabilité d'emploi et faible individualisation des revenus, travaillant souvent dans le secteur social ou public. (Le second groupe ne rassemble bien sûr qu'une minorité.) A

la différence du fordisme, le système actuel ne repose pas sur une circulation relativement fluide entre catégories (surtout entre la première et la troisième), mais sur un enfermement des échangeables dans leur condition, et un repli des protégés sur leurs acquis. La course à la qualification renforce cette situation. Obtenir une paie et des conditions de travail meilleures, c'est souvent se faire reconnaître, imposer un statut sanctionné par un diplôme, donc dresser un obstacle de plus face à ceux qui souhaiteraient accéder à ce métier. On l'a vu en France avec les infirmières. La première catégorie subit une aggravation de son sort sur les plans du revenu, de l'image et des conditions de travail. La croissance n'est plus unificatrice.

L'OS de 1960 se savait assuré d'un travail, et escomptait que ses enfants occupent un emploi meilleur que le sien. Chaque couche sociale pouvait espérer rattraper celle qui lui était immédiatement supérieure. Au XXI^{ème} siècle, s'il veut devenir instituteur, le fils de l'opérateur se heurte à la concurrence des rejetons des classes moyennes. La France voit décroître la proportion (très faible mais en lente progression depuis des décennies) d'élèves des grandes écoles issus de milieux modestes. Le capitalisme devient un lieu d'échanges qui n'arrive pas à constituer un lien.

FINANCIARISATION = FUITE EN AVANT

Ce que la critique de gauche prend pour le triomphe (ou le vrai visage) du capitalisme en indique une faiblesse.

Répondre à la crise sociale et à la crise d'accumulation (deux volets d'une même réalité) exigeait de mieux faire du capital une marchandise. Cela passait, on l'a vu, par un travail plus mobile, mais aussi par une autonomie accrue d'un capital-argent plus libre de ses mouvements à l'intérieur de chaque pays comme par delà les frontières.

Le capital tend à devenir pur flux de valeur cherchant à s'accroître, comme s'il pouvait échapper aux contraintes de sa production par le travail. En s'interpénétrant, en se complexifiant, les formes jusque-là distinctes (industrie, commerce, banque, monnaie, assurance,...) se diversifient à l'infini (la Bourse se ramifie en mille marchés du temps et du risque) et semblent se dissoudre, fondre en une totalité sans origine ni fin. (33) Mais le flux de valeur ne s'autonomise jamais au point d'être sa propre cause et de ne dépendre que de lui-même: la circulation de produits financiers suppose celle de produits non-financiers.

La montée de la Bourse et le déclin relatif des banques dans le financement des entreprises ne traduisent pas la prédation de l'économie par un capital-argent plus dominateur qu'au temps où Lénine en dénonçait le "parasitisme". (34) Mais la circulation accélérée de valeur signifie une société de plus en plus liquide, espace de collecte, de transformation et de redistribution de la richesse à travers une propriété infiniment divisée en actions et en dérivés où tout devient titre (la "titrisation" du monde) sur un marché ouvert à tous. Pourtant l'argent ne "mène le monde" que dans la mesure où il s'accroît par le travail et par la vente d'un produit.

Chaque crise, d'ailleurs, rappelle à la réalité. Quelle que soit sa forme, un signe monétaire vaut uniquement par le travail (passé ou futur) cristallisé en lui. De même, un titre ne vaut que comme part de propriété sur ce qui peut et doit rapporter. Un échange de titres n'ajoute de valeur que s'il correspond à la production et à la vente (avec bénéfice) de quelque chose d'autre que ces titres. Ce peut être un avion, un billet de cinéma, une expertise ou une coupe

de cheveux, mais une simple multiplication de signes ne suffit pas. La valeur n'est pas auto-crée.

Globalisation, mondialisation... ces mots ne doivent pas faire oublier qu'il y a plus d'augmentation des investissements directs à l'étranger, qu'augmentation des échanges internationaux proprement dits. La majeure partie du commerce des multinationales s'effectue entre filiales, et la moitié de leurs ventes sur "leurs" marchés intérieurs. La financiarisation reste incompréhensible sans les difficultés du capital à se rentabiliser dans l'industrie et les services traditionnels. (35) La surproduction de capital par rapport à une valorisation possible se manifeste comme surcapacités, surinvestissements, invendus, capitaux flottants en quête d'occasion de profit. Si la financiarisation a contribué à la restructuration, elle découle aussi de ses limites, et les aggrave.

Les "créances douteuses" prolifèrent quand l'on tente d'investir dans des conditions de valorisation fragiles. 30% du capital international placé en Asie venaient du Japon, qui détenait encore récemment 1/3 de l'épargne mondiale, soit du travail passé substantifié équivalant à des droits sur un travail futur. Mais si celui-ci ne peut être valorisé...? Une créance devient douteuse quand le débiteur manque d'argent pour la rembourser, parce qu'il n'a pas réalisé assez de bénéfice par rapport au capital emprunté.

Le spectre qui hante les capitalistes n'est pas le communisme, mais l'hypothèse d'une catastrophe financière.

Dans les années 20, les entreprises américaines plaçaient en Bourse leur argent (jusqu'à provoquer une flambée spéculative en 1928-29), parce que celui-ci excédait les capacités de rentabilisation dans l'industrie et le commerce.

Au début du XXI^{ème} siècle, l'écart entre crédit, création monétaire et capitalisation boursière d'une part, et valeur réalisée et réalisable dans la production-circulation de marchandises d'autre part, dépasse de loin le niveau de la fin des années 20. Mais tandis que les entreprises d'alors émettaient des actions bien au-delà de leurs besoins d'investissement, celles d'aujourd'hui empruntent pour racheter leurs propres actions, ou les échanger.

"Aux Etats-Unis, par exemple, entre 1985 et 1998, soit pendant 14 ans, les émissions nettes d'actions ont été négatives pendant 11 ans, et constamment de 1994 à 1998, en particulier grâce aux rachats d'actions par les entreprises qui ont plus que compensé les émissions et les introductions (..) Contrairement à l'opinion courante, la Bourse n'est donc qu'une source de financement négligeable pour les entreprises prises dans leur ensemble. Elle sert à autre chose: à les "évaluer" et aux fusions-acquisitions par Offre Publique d'Achat ou Offre Publique d'Echange." (36)

Comme les cadres régulateurs, publics et privés, se sont développés depuis 1929, on en déduit souvent que le jeu boursier a maintenant peu de chance de dégénérer en paralysie générale. Nul n'en sait rien, et notre souci n'est pas de parier sur "la crise". Mais ni l'auto-régulation des marchés par les entreprises, banques et Bourses (solution libérale), ni la supervision étatique (solution de gauche) n'y pourraient rien. Les gestionnaires en semblent convaincus, puisqu'en cas de chute boursière brutale, la machinerie des cotations se bloque, récusant le discours d'un marché atteignant tout seul son point d'équilibre. La circulation n'a pas son moteur en elle-même, mais dans ce qui circule. La combinaison d'une économie d'endettement et d'une rentabilité problématique est grosse de secousses financières.

Ajoutons un facteur aggravant: le crédit à la consommation, lié au rapport social travail/capital, donc à la lutte de classes. Le paiement différé compense la baisse des salaires et l'intensification des tâches. Mais avec 1,5 milliard de cartes de crédit aux EU (3 ménages sur 5 en auraient une moyenne de 9), la croissance droguée se met à la merci de tout retournement de confiance.

UN ÉTAT ET UNE DEMOCRATIE EN QUETE DE ROLE

On ne connaît pas de capitalisme qui ne s'appuie sur une autorité politique. Sans les canons de la Royal Navy, les négociants de la City n'auraient pas fait voguer leurs cargaisons sur les sept mers. L'Etat n'a pas attendu les régulationnistes pour jouer un rôle régulateur. Le libre échange du milieu du XIXème siècle eût été impossible sans des lois sur le blé et le commerce. La circulation automobile supposait que l'Etat promeuve un réseau routier. Le patron le plus libéral réclame un tarif douanier avantageux, des dégrèvements fiscaux, des commandes publiques, et l'envoi des CRS pour faire évacuer son usine occupée.

Si l'entreprise ordonne le temps de la production, celui-ci n'assure pas la maîtrise de l'espace, et l'espace où se déploie l'économie n'est jamais uniquement économique. Même lorsque le pouvoir politique ne fait converger que certaines conditions nécessaires à la vie des entreprises, cette fonction est essentielle.

Autre chose est le contrôle direct ou la prise en charge de secteurs économiques par l'Etat. Seules des circonstances particulières l'ont conduit à se faire entrepreneur, en France et en Italie après 1945, et dans les social-démocraties scandinaves sous d'autres formes. La fin de ce rôle ne veut pas dire qu'il doive ne plus en jouer aucun. Les privatisations correspondent à l'obligation de rénover le compromis social chapeauté par le pouvoir politique, mais ne signifient pas son abandon. Voilà plusieurs années que la pénurie californienne d'électricité rappelle la puissance publique à ses devoirs.

L'Etat-nation a certes pour défaut d'entraver la fluidité économique, mais une remise en cause excessive de ses prérogatives a conduit un capital trop "liquide" à surinvestir dans les secteurs les plus rentables, et à se solidifier en monopoles. Si la concentration permet des économies d'échelle, elle entraîne aussi vers une masse critique qui alourdit la valorisation. Dans le passé, notamment aux EU à la fin du XIXème siècle, l'Etat ne s'est pas privé d'intervenir pour faire éclater des trusts trop puissants, et stimuler une saine compétition (Sherman Act, 1890). La dynamique capitaliste passe par un jeu incessant entre concurrence et monopole. Une concentration excessive bride la compétition entre capitaux, qui leur est essentielle. D'autre part, privé de ses armes monétaires et fiscales, l'Etat livre à elle-même la péréquation des taux de profit, et renonce à rééquilibrer les profits entre industries, comme les ressources entre régions. La Chine illustre cette tendance: pour favoriser l'essor de zones privilégiées, elle délaisse la majeure partie du pays. Le gain immédiat passe avant une perspective à long terme.

Les privatisations sont l'indice d'une faible valorisation sociale d'un capital conduit à vendre ses actifs pour récupérer de l'argent frais. Si elle favorise les profits de certaines entreprises, l'opération sape la rentabilité générale. La débâcle des chemins de fer anglais, puis les contre-mesures prises par Blair, en donnent un exemple caricatural mais non exceptionnel.

Une puissance publique représentant l'intérêt général est indispensable aussi pour garantir les contrats. Pas de capitalisme sans Droit. Chaque maillon de la chaîne économique se présente comme un échange d'équivalents, et exige une confiance réciproque en des normes techniques, commerciales et sociales appliquées et vérifiables sur un espace circonscrit. L'économie ne vit pas hors sol, mais sur des réalités territoriales, dont l'Etat-nation n'est qu'une forme historique.

L' "Etat-providence" né contre les luttes de classes a perdu une bonne part de sa rentabilité sociale dès les années 70, mis en crise par une lutte de classes de type nouveau. La contradiction devenait intenable entre le besoin pour l'Etat de contribuer à l'accumulation (assurer la reproduction élargie du capital), et sa fonction redistributrice de ressources (assurer la reproduction sociale). On ne peut tirer du capital plus qu'il ne produit. (37)

Dans les pays riches, l'Etat prélève et recycle actuellement entre 35 et 55% de la richesse produite (telle bien sûr que le capital la crée, la considère et la mesure). La part des dépenses publiques dans la production totale a même augmenté en Europe, et reste nettement supérieure à ce qu'elle est aux EU. L'écart Europe/EU s'est accru: mondialisation n'est pas égalisation. N'oublions pas cependant l'aide fédérale à Chrysler (1979), le renflouement de la Continental Illinois puis des caisses d'épargne, sous Reagan, ni le rôle de l'Etat dans l'économie d'armement et ses retombées, dont Internet, ni ses subventions (soutien de Boeing contre Airbus, et les 140 milliards de \$ accordés aux entreprises après le 11 septembre 2001).

Le problème naît précisément d'une telle extension des dépenses économiques et sociales, alors qu'elles corrigent des effets dont les causes sont ailleurs, lorsque le pouvoir de décision économique se situe hors du territoire contrôlé, si vaste soit-il. Car il ne sert à rien de troquer le cadre national contre une structure fédérale: de quelle marge de manoeuvre disposera un futur pouvoir européen si les rapports travail-capital qu'il doit concilier lui échappent ? Avec quel syndicalisme négocier quand tant d'entreprises transcendent les frontières ? (Est-ce un hasard que pendant 150 ans le mouvement ouvrier ait été national, et à l'occasion nationaliste ?) Il ne s'agit ni de la fin de l'Etat, ni de son omniprésence, mais d'un déclin de sa capacité à maîtriser un territoire qu'il continue pourtant à structurer politiquement.

Dans le même temps, la multiplication d'associations et de mesures telles que le PACS ou la parité, et tout ce qui émane d'une "société civile" présentée comme la solution démocratique de demain, appellent et compliquent le rôle de l'Etat. Plus surgissent de "nouveaux mouvements sociaux", plus chacun d'eux réclame la reconnaissance, l'arbitrage et... l'argent d'une autorité à même de garantir ses droits particuliers.

Cette addition de groupes d'intérêt ne renforce pas l'adhésion à la démocratie sociale, ni ne lui redonne une légitimité. Dans une société de classes, le pouvoir politique institue le référent, l'unité du désuni, la synthèse du dispersé: comment pourrait-il se fonder (effectivement et symboliquement) sur une pyramide de contre-pouvoirs qui dépendent de lui ? Paradoxalement, le militant d'ATTAC, qui attend tout de l'Etat, espère bien peu des institutions, gouvernements et partis qui dirigent ce même Etat. Son action se résume à faire pression sur une sphère à laquelle il ne croit plus guère, et dont lui-même doute qu'elle dispose du pouvoir réel (c'est bien ce qu'il lui reproche). Aucune réforme ne vaut sans prolongement politique et gouvernemental. Si dégénérée soit-elle comparée à ce qu'elle fut aux temps de Jaurès ou de Blum, la démocratie parlementaire demeure la forme politique du capitalisme moderne. La "nouvelle citoyenneté" (38) fait l'impasse sur ce qui constitue le

centre de la démocratie sociale (un minimum de vie électorale et parlementaire) : elle est donc incapable de la renouveler.

Le fordisme avait ses relais politiques: aux EU, le CIO et un parti démocrate rénové; en Europe, les frères ennemis socialiste et stalinien. Ces forces agissaient à la base comme au sommet du changement social : elles le canalisent dans l'usine et dans la rue, et lui donnaient forme au ministère du Travail. Les foules qui défilaient en 1936 ou en 1960 se reconnaissent dans des bureaucraties nées de la lutte de classes. Faute d'un tel enracinement, leurs équivalents actuels restent embryonnaires. Mille associations ne remplaceront pas le PCF, ni le Groupe des Dix la CGT. Nous vivons une crise de la représentation. (39)

Le compromis fordiste s'exerçait dans un cadre national à l'intérieur duquel patrons et syndicats négociaient sous l'égide de l'Etat. A moins d'imaginer que le capitalisme puisse prospérer en écrasant le travail sous son "talon de fer", un nouveau compromis suppose un autre cadre qui tarde à apparaître. Cette nécessité a été laissée de côté par le libéralisme offensif des années 80 : le but de Reagan, Thatcher et aussi, autrement, de Mitterrand, était de briser des résistances, non de construire. Mais elle n'est pas traitée non plus par la néo-social-démocratie, qui poursuit sur la même voie, en l'adoucissant parfois en paroles, voire en actes.

L'enjeu politique contemporain n'est pas l'alternative entre contrôle étatique de l'économie ou contrôle par le marché, mais l'adaptation des formes politiques à une économie non pas a-nationale, mais de plus en plus trans-nationale. (40) Un critère de restructuration en voie d'achèvement serait une Europe unifiée, politique, économique et militaire.

ENTRE ASSURANCE ET ASSISTANCE, LA SOCIÉTÉ BALANCE

L'Etat du New Deal comme celui des "Trente Glorieuses", en échange d'une dépendance, offrait la protection d'un système d'assurance, coiffé par l'Etat, où l'actif payait pour les autres (le malade, le vieux, le chômeur), avec la certitude de retrouver un travail après une crise économique ou une maladie. Ce système s'est depuis combiné à un autre, opposé au premier moins par le niveau des revenus redistribués (en baisse) que dans son principe : le second s'inspire d'une logique différente, celle de l'assistance, complétée (pour les salariés des couches moyennes) d'une assurance privée volontaire.

Le thatchérisme anti-ouvrier offensif et le libéralisme mou mitterrandien avaient un point commun. Thatcher a divisé la société en entrepreneurs ou salariales dignes de bénéficier du monde moderne, et laissés pour compte voués à une consommation de pauvre. Partant d'une idée inverse, le RMI institutionnalise lui aussi un ghetto social. La progressive libéralisation de la protection sociale met à l'écart ou en tutelle les moins intégrables, sans qu'en naisse un système nouveau.

D'une part, les classes dirigeantes ont à la fois multiplié et rogné les aides sociales, les assortissant de conditions de plus en plus complexes qui placent le bénéficiaire sous la dépendance accrue des services sociaux, et passivisent plus encore celui qui est invité à redevenir actif. Tel sera le destin de l'allocation-chômage sous conditions instaurée en France (PARE). Passons sur la tentative d'imposer un workfare, légalisé aux EU en 1996 : welfare au rabais, avec travail forcé dit d'utilité. Outre que chacun connaît la faible productivité de ce type d'activité, pareille solution ne peut que grossir les rangs d'une underclass bientôt

héréditaire. Il est curieux que le capitalisme le plus moderne recoure à des méthodes abandonnées par l'Angleterre victorienne il y a 150 ans. Depuis Napoléon, depuis les workhouses et les Ateliers Nationaux de 1848, toutes les formes, obligatoires ou non, de travail destiné à occuper les chômeurs, censées remoraliser et resocialiser les pauvres, auront surtout rassuré les bourgeois.

Mais à l'autre extrême, le "revenu d'existence" (Y.Bresson) ou l'allocation à chacun d'un revenu social suffisant (A.Gorz) ne sont pas plus applicables. Le PCF revendique un emploi garanti, Gorz de l'argent garanti. C'est oublier que droit au travail et revenu détaché du travail sont irréalisables à large échelle dans une société fondée sur l'échange entre travail et argent pour un acte productif de valeur, et où le travail salarié est la mesure des échanges, donc la clé de la contribution-répartition de chacun. Ce "salaire social", revendiqué pour d'autres motifs par une partie de l'Autonomie (41), équivaudra au mieux à un RMI amélioré. L'Empire romain n'est plus, qui offrait pain et jeux à ses citoyens. Au XXIème siècle, la force de travail doit demeurer une marchandise, et le revenu découler de la vente de cette marchandise au capital.

La nouvelle "régulation" hésite entre un welfare devenant une assistance financée par l'impôt (donc par pression alourdie sur les salaires et les profits), et un libéralisme impraticable (personne n'envisage sérieusement de liquider la démocratie sociale). Solutions "brutales" ou "généreuses" s'avèrent également insuffisantes. L'Allemagne combine retraites par répartition et par capitalisation. En France, la Couverture Maladie Universelle fiscalise la Sécurité Sociale et en reporte la charge sur l'Etat, donc prolonge une logique keynésienne, au moment où le même Etat appelle de ses vœux des fonds de pension qu'organiserait un capital appâté par l'ampleur de l'enjeu (le budget de la Sécurité Sociale dépasse celui de la France).

Le capital ne peut tout soumettre à la loi du plus fort. Il ne peut pas davantage faire du travail un emploi assuré, du salaire un revenu garanti, de la démocratie un simple droit de chacun à une part de consommation. Pour entrer dans un nouveau système de production, le capital ne saurait se contenter d'ajouter de fortes doses de libéralisme à ce qui reste de keynésianisme : il doit les dépasser l'un et l'autre.

DE-SOCIALISATION

Le capitalisme rassemble, et même en ses périodes les plus répressives, sous Staline par exemple, promeut au moins une minorité. Un capital dynamique se reconnaît à ce qu'il réduit les inégalités qu'il suscite. A l'inverse, leur aggravation traduit l'échec de l'intégration, surtout si elles se perpétuent au sein des mêmes familles, des mêmes quartiers. Une division en castes est incompatible avec un système basé sur le principe qu'un homme en vaut un autre, et sur la réalité de l'échange "égal" entre une force de travail et une somme d'argent. La paupérisation massive, avant 1848 comme entre les deux guerres mondiales, est synonyme d'échec capitaliste.

L'école, lieu par nature socialisateur, assure mal ce rôle lorsqu'elle renonce à enseigner à une large fraction des jeunes, ou à qualifier leur force de travail. Aux EU comme en Europe, une bonne partie de l'institution scolaire se borne désormais à occuper une jeunesse mal salariale. Autre inconvénient, cette évolution freine l'ascension des classes moyennes dépourvues de capital, mais dotées d'un patrimoine culturel que l'éducation publique fait fructifier chez leurs enfants, ce qu'une concurrence scolaire aggravée rend de plus en plus difficile. (42)

Une restructuration aboutie passerait par une école qui ne socialise pas seulement en amortissant la violence, mais en facilitant l'accès au salariat stable d'une proportion notable de jeunes issus du ghetto social.

Ce que l'on nomme niveau ou qualité de vie n'est autre que la capacité de la marchandise "force de travail" à tenir son rôle dans l'ensemble du cycle économique. S'il y a déficience persistante des services publics, faible mobilité sociale, augmentation du nombre des laissés pour compte, le risque n'est pas seulement d'une sous-consommation, mais de ce que le GLAT nommait en 1974 "la destruction de la force de travail" (43). Une société qui engendre trop d'inadaptés se mutile, et finit par rendre problématique sa propre reproduction.

"Les salariés sont déprimés, surmenés, angoissés, stressés. Les employeurs, eux, subissent une baisse de la productivité et de leurs profits et doivent renouveler plus souvent leur personnel avec les frais de recrutement et de formation que cela comporte. Pour les gouvernements, il s'agit de payer les frais de santé et les prestations d'assurance, sans parler du manque à gagner pour la nation." (44)

Le développement des "troubles musculo-squelettiques", ou des problèmes de "santé mentale", quelle que soit la réalité couverte par ces mots, augmente les faux frais de la valorisation, et déstructure la société.

En attaquant de front la classe ouvrière, Thatcher cassait des rigidités dont souffrait le capitalisme anglais, mais coinçait aussi une partie des prolos dans une pauvreté durable qui se retourne contre le système. La création d'une couche d'exclus permanents a abouti à un double marché du travail. Dès lors que les précaires à vie renoncent à postuler pour les "vrais" emplois, il y a moins de concurrence pour ceux-ci entre prolétaires, obligeant les patrons à élever les salaires afin d'embaucher. Blair s'est efforcé depuis de favoriser la mobilité entre catégories de prolétaires.

La société duale correspond mal au capitalisme, qui suppose un minimum de concurrence à tous les niveaux, y compris dans la circulation des idées, du pouvoir, et des individus. Le problème n'est pas que certains soient exclus, ni que la consommation reste inégalitaire (ce qu'elle doit être), mais que cette circulation se bloque. Le marché du travail doit faire en sorte que sa périphérie (main d'oeuvre interchangeable de la restauration rapide, des grandes surfaces...) consolide le centre (main d'oeuvre fidélisée car appelée à une performance, bénéficiant donc de formation, de promotion...).

Churchill rabaissant le niveau de vie ouvrier dans les années 20, Laval réduisant ensuite le traitement des fonctionnaires, menaient une politique à courte vue, efficace pour redresser provisoirement les finances et mater les sursauts prolétariens, inapte à accoucher les nouvelles relations sociales préconisées par Keynes et mises en pratique par Roosevelt - contre une large fraction de la bourgeoisie, et sous la pression des occupations d'usines.

En emprisonnant ses anti-sociaux (400.000 détenus en 1975, 2 millions aujourd'hui), en livrant une guerre de classe aux ghettos, tout en conservant une partie du système de protection sociale, l'Amérique actuelle ne fait guère émerger un nouvel équilibre. Bien des aspects de la "lutte antidrogue" (qui comporte des tests en entreprise) rappellent la prohibition qui accompagna les violences anti-ouvrières au lendemain de 14-18. Quatre-vingt ans après, l'emballement répressif et moralisateur signe un échec social. La vague des exécutions capitales contredit la tendance à monnayer la vie contre la soumission : sous le capitalisme,

tout doit pouvoir s'acheter ou se racheter, même le crime. En France, en Angleterre, émeutes à répétition et hystéries vertueuses traduisent une américanisation, la même instabilité aussi. L'instauration du couvre-feu pour les enfants en dit long sur la confiance d'un système en lui-même. Enfin, que l'économie illégale (de la "drogue", en particulier) devienne une soupape sociale peut difficilement passer pour signe de bonne santé.

Le capitalisme n'est pas pacifique, mais là où il règne, il tend à tout englober. L'écrasement de la Commune, la dictature nazie attestent une victoire de la classe dominante, non la vitalité d'un système. Aux EU, l'extension de poches de pau-vreté révèle une crise persistante, comme la militarisation croissante de la police. Qu'un Etat règle le problème de ses minorités en envoyant les blindés dans la rue tous les dix ans, témoigne d'un échec: le vrai triomphe aurait été d'intégrer les noirs (comme lorsque des millions d'entre eux entraient dans le travail industriel après les années 30), de nommer C.Powell et C.Rice aux très hautes fonctions qu'ils occupent, sans qu'explorent les ghettos. A son apogée, sur 6 millions de membres, le CIO comptait 500.000 noirs.

A un extrême, la frénésie consummatrice, la privatisation socialisée, Internet, à la fois instrument d'une autonomie et appartenance à un tout qui sépare. Jamais on n'avait fusionné les deux dimensions en une même activité, ultra-individuelle mais ouverte sur l'universel. On peut douter d'une sociabilité réduite à l'addition d'individus, et qui n'est plus vécue collectivement que dans des temps forts festifs spectaculaires. (45)

A l'autre extrême, la police de Los Angeles lancée à l'assaut des classes dangereuses avec la même foi en la technique que l'US Air Force bombardant la Serbie ou l'Afghanistan : intervention hors sol (en voiture et en hélicoptère, au lieu de rondes à pied), territoire balisé (des milliers de toits portent un numéro), en attendant le marquage biologique, comme l'exposait M.Davis en 1990. (46)

Deux ans plus tard, l'émeute révélait les limites du quadrillage policier. (47) L.A. n'est pas la "cité du futur", seulement un urbanisme exacerbé qui ne peut se généraliser. Une refondation sociale suppose autre chose que de livrer la guerre à une partie de la population. En 1932 déjà, confrontée à des chômeurs qui campaient pacifiquement à Washington, la classe dirigeante n'avait rien imaginé d'autre que de les faire disperser militairement. (48) C'était avant le New Deal.

La force de l'ancien système se reflétait dans le mythe de "l'Américain moyen", apparu dans la première moitié du XXème siècle, sans équivalent bien entendu en Allemagne nazie ou en Russie stalinienne, mais pas non plus dans la France ou l'Angleterre d'alors, encore marquées par des disparités proclamées de rang et de statut. Une telle image supposait un salariat généralisé et une consommation de masse égalisatrice. Les déchirements sociaux des décennies 60-70 ont effacé une figure restée sans successeur. La société renonce à penser son unité.

UN NOUVEAU MODE DE VIE ?

Le marché, à lui seul, n'est pas unificateur, car les marchandises rassemblent et divisent. Les objets portent des relations sociales qu'ils ne suffisent pas à faire exister.

La consommation de masse segmente de plus en plus son public, permet à chacun d'appartenir à une ou plusieurs "tribus", mais ne réunit pas, ni ne structure comme auparavant "le monde du travail". Une société réglée par le salariat ne saurait être une civilisation des loisirs. Le loisir vient toujours "en plus", après le travail. L'idéologie ludique masque mal la difficulté à rendre sa place au travail. Quant à la gratuité, un monde dominé par l'argent lui laissera toujours une place marginale. Les usagers du portable, les téléspectateurs, les internautes ne forment une éventuelle communauté que s'ils font plus qu'utiliser un portable, un téléviseur ou un ordinateur. Les services eux-mêmes impliquent des objets et de la matière. Beaucoup souhaitent organiser par Internet leur voyage en Egypte, très peu encore se contentent de pyramides en pixels. Seule une société de mutants serait virtuelle.

Automobile et télévision incarnaient un mode de vie parce qu'à travers elles se structurait un quotidien. Il y avait unité entre production et consommation des symboles de la modernité. En 1960, l'OS de chez Chrysler pouvait rouler en Chrysler, et sans imaginer qu'il l'avait fabriquée lui-même comme autrefois l'horloger sa pendule, chacun faisait le rapport entre le travail et la satisfaction obtenue avec l'objet. D'où vient le clavier de votre ordinateur ?

De même, une voiture, c'est un espace privé mobile apte à réunir la famille nucléaire. PC, CD, portable, etc. ne réunissent qu'en maintenant à distance. Ils mettent en relation par l'expansion d'une sphère individuelle étirant ses fils au bout du monde aux dépens d'un espace commun public. Une "nouvelle pauvreté", affective et/ou mentale, en découle. Ce qui vaut pour la communication informatisée s'applique également à des objets simples qui, comme la tétine du jogger, appellent un usage individuel. La sociabilité n'en sort pas abolie, mais distendue, chaque jour plus finement désincarnée. Chacun peut joindre (et demain voir, et après-demain toucher, grâce au "gant à retour tactile") tous ses amis, à tout instant, mais sera de moins en moins avec eux. Or, la vie sociale implique une réunion. Télé-société et télé-vie se développent autant, c'est-à-dire aussi peu, que le télétravail. La majorité des rencontres amoureuses ayant lieu sur le lieu de travail, les couples nés d'un travail à distance généralisé n'existeraient d'ailleurs qu'en puissance. Là où règne la virtualité, la sociabilité s'efface.

Juxtaposition d'espaces-temps privatifs, culture de l'éphémère, esthétique de la disparition, autant de contradictions dans les termes -- rien de tout cela ne recompose le "lien social" tant regretté. (49) L'organisation capitaliste divise aujourd'hui plus qu'elle ne réunit, y compris les prolétaires, dont toute communauté de lutte doit être effective, non virtuelle. Une révolution ne se fait pas sur Internet.

On attend les modes de consommation structurant la vie comme le fait encore l'automobile, accompagnée de la maison individuelle éloignée du centre urbain. Quasiment rien de ce que permet Internet n'est nouveau. On accélère seulement, l'acte d'achat, par exemple. Mais l'e-business bute sur la banalité de la matière, comme l'illustrent les déboires d'Amazon. Si le client passe commande en quelques secondes, encore faut-il que l'article soit fabriqué, stocké et livré.

La révolution informatique a bouleversé la production et la gestion, beaucoup moins la consommation. Il faudra longtemps avant que le livre cesse d'être un bloc de papier imprimé que l'acheteur potentiel souhaite manipuler. La même logique vaut pour une chemise ou un fauteuil. Ce sont les objets à faible valeur affective que l'on commande sur écran. Alors qu'un

gouffre séparait 1939 et 1970, la vie quotidienne du Turinois ou du Londonien de 2002 ressemble à ce qu'il pouvait connaître en 1970.

ALLEMAGNE

Le "modèle rhénan" (co-gestion, protection sociale, forte consommation intérieure, croissance fondée sur l'exportation de biens - surtout industriels - de qualité) résiste. L'"économie sociale de marché", version allemande du fordisme (Volkswagen fut d'ailleurs l'unique véritable constructeur fordien), a même dû s'élargir pour absorber l'ex-RDA: à l'Est, le chômage reste très élevé et la re-industrialisation traîne. L'Allemagne réunifiée n'échappe pas à une internationalisation économique et financière qui ébranle la gestion nationale du compromis salariat-capital (50), mais celui-ci se maintient et parfois s'étend. Les syndicats ont reçu récemment des pouvoirs de co-gestion accrus, l'Etat impose des limites aux contrats de travail à durée limitée, et les salariés obtiennent depuis 1990 des augmentations supérieures à ce que souhaitait le patronat.

Mais, pour que le capital allemand puisse continuer à faire passer la cohésion sociale avant la performance sans que cette dernière en pâtisse, il faudrait qu'il n'existât aucune concurrence européenne et mondiale. Aussi, Deutschland A.G. s'effrite. Malgré la naissance de Verdi, syndicat géant du tertiaire, (51) le nombre de syndiqués, quoiqu'élevé, a diminué, ainsi que la proportion de salariés bénéficiant d'un comité d'entreprise. Le couplage entre grandes banques et entreprises (aussi essentiel au modèle rhénan que la gestion paritaire) se défait. Le fusion des banques Deutsche et Dresdner va créer le plus grand établissement au monde en licenciant 10% du personnel. Dans ces conditions, les progrès de la co-gestion ressemblent à l'addition d'un étage sur un bâtiment menacé dans ses fondations.

Quelque chose émerge, qui ne s'impose pas.

JAPON

Vendre le plus possible à l'extérieur pour gonfler toujours davantage un surplus commercial. Cette redoutable logique a fait le succès japonais, mais contient une absurdité : s'enrichir en accumulant les dettes chez les autres. Elle conduit à élargir sans cesse le cercle de ses ventes, à développer des sur-capacités afin d'affronter ses concurrents, à investir dans des pays de rentabilité précaire (d'où les "créances douteuses"), pour buter finalement sur la saturation des marchés et l'insuffisance de plus-value dégagée. Malgré leur ampleur, les exportations japonaises ne réalisent pas la valeur investie. L'échappement libre s'est vu ralenti dès 1990, avant que l'on parle de "crise asiatique".

Il n'aura pas fallu dix ans au chantre de "l'esprit Toyota" pour tomber victime de l'obsolescence qu'il savait si bien planifier pour ses modèles de voiture. La mode est maintenant de découvrir dans le Japon un géant fragile. Ce qui passait pour une force, l'adhésion du travailleur nippon acquise grâce à sa mobilisation systématique et un emploi assuré, est aujourd'hui décrit comme source de rigidité. De même, l'interaction entre les entreprises exportatrices et le ministère du Commerce Extérieur (le fameux MITI). De même, la quasi fusion entre finance et industrie (six keiretsu, chacun organisé autour de sa banque). (52)

On savait que l'emploi à vie, conquis après des luttes très dures, ne valait que pour les grandes entreprises, et restait surtout un privilège masculin. (53) Dans la masse des sous-traitants et des PME, salaires et conditions de travail ont toujours été bien inférieurs. De plus, à côté de son secteur compétitif sur le plan mondial, le Japon abrite un secteur domestique protégé, et leur coexistence entraîne une productivité moyenne inférieure à celle des pays concurrents.

Mais on mesurait mal les conséquences de cette dualité. Le Japon a transformé ses ateliers et joué un rôle de pionnier dans la robotique, sans réformer l'ensemble du rapport salarial, surtout dans la construction et la distribution. Il n'a pas rendu le travail mobile, ni favorisé le passage entre emploi stable et précarité. Comme en Allemagne, la priorité à la paix sociale (mais aussi aux avantages acquis des fractions bourgeoises dominant les keiretsu et leurs réseaux d'influence dans l'Etat) freine une "révolution de marché" où le Japon reste le moins engagé de tous les pays industriels.

Comme l'Allemagne, le Japon doit pourtant s'y résoudre. Mais il est frappant qu'à la fin des années 80, alors que le ton général était au libéralisme, le gouvernement de Tokyo ait répondu aux premières alarmes par du... keynésianisme, lançant de grands travaux, gonflant la dette publique qui dépassa en 1990-92 le niveau de tous les autres pays développés. L'un des premiers créanciers mondiaux se trouvait dirigé par un des Etats les plus endettés. En 1998, les 17 plus grandes banques du pays étaient insolvables.

Depuis, une partie du secteur bancaire a été reprise par des investisseurs étrangers, et les faillites de grosses entreprises, bloquées auparavant par leur mariage avec la finance, sont désormais possibles (grands magasins Sogo en 2000).

Le "meso-corporatisme" (R.Boyer) du Soleil Levant vacille mais perdure: fin de l'union capital-Etat mais persistance de liens privilégiés; ouverture très progressive à l'investissement étranger; résistance de secteurs protégés comme le bâtiment; effort toujours systématique pour assurer un surplus des exportations sur les importations; concurrence politique faussée par le monopole gouvernemental du PLD depuis la guerre, qui règle les conflits inter-capitalistes en procédant à des repartages périodiques du pouvoir entre clans. Le Japon n'a pas accompli sa resutura : la crise de 1997 révèle à la fois l'urgence et la difficulté d'une restructuration.

La force d'inertie de ce fordo-taylorisme très particulier tient probablement à sa naissance "exogène" : sans le choc de 1945 et l'influence américaine qui s'ensuivit, l'histoire sociale interne au Japon n'aurait pas imposé le nouveau système social de production à la bourgeoisie et aux ouvriers.

A L'EST, QUOI DE NOUVEAU ?

La contre-révolution stalinienne aurait été impossible si elle n'avait donné au salarié, en échange de sa soumission, un emploi garanti et un revenu, très bas mais assorti de (maigres) avantages sociaux. Comparé à la situation en Occident et au Japon, ce compromis avait l'originalité de pouvoir exiger tout du travailleur, sauf un travail intensif.

A l'Est comme à l'Ouest, l'évolution sociale s'explique "en dernière analyse" par l'impératif de dominer le travail pour le rendre le plus productif possible. En Occident, les innovations technologiques (taylorisme) et sociales (fordisme), en dépouillant les professionnels de leur savoir-faire, avaient brisé leur autonomie. La Russie, moins avancée techniquement, conserva le système de production antérieur (la grande industrie mécanisée, proche de ce que décrit Le

Capital), mais en y enfermant le travail sous un contrôle bureaucratique-policiers, au prix d'une productivité nettement moindre. L'OST aura peu pénétré le capitalisme d'Etat, où la proportion d'OS restait faible comparée aux OP. (54)

"Tout ce système soviétique vise en dernier ressort à limiter de l'extérieur, par les résultats qu'on lui impose, par les normes qu'on lui prescrit, quand ce n'est pas par la contrainte politique ouverte, l'autonomie primordiale de l'équipe." (55)

Laissons l'ex-RDA, aujourd'hui progressivement intégrée à l'ancienne Allemagne de l'Ouest, et déjà auparavant l'un des pays les plus proches des normes occidentales.

Plus de dix ans après la chute du Mur, la version capitaliste étatiste ou bureaucratique a mué en quasi stagnation, au point qu'en Russie, des usines, parfois des régions entières, doivent pour survivre recourir au troc, degré zéro du capitalisme. Plus de la moitié des recettes russes en devises proviennent du pétrole et du gaz. L'espérance de vie a décliné. Un tiers de l'économie vivrait "dans l'ombre". Si les EU comptent 2 millions de détenus (sur une population de 270 millions), la Russie en enferme 1 million pour 150 millions d'habitants.

Quelques pays (République Tchèque, Slovaquie) se redressent grâce à leurs exportations et au capital étranger, mais en 1999, seules Hongrie et Pologne avaient retrouvé leur niveau de production de 1989.

Les investisseurs étrangers, attirés par les bas salaires, escomptent une rentabilité à court terme et ne transfèrent pas de technologies de pointe. Ils se portent très peu sur les Balkans, sauf dans le domaine du gaz et du pétrole, traitant cette région comme un tiers monde aux portes de l'Union Européenne.

Quant à l'ex-URSS, personne n'imaginait qu'en une ou deux décennies Moscou ressemble à Seattle. Peut-être y assiste-t-on à un début de reprise de l'accumulation (régression du troc et des fiefs économiques, investissements et croissance en hausse). Mais force est de constater que les traits fondamentaux du capitalisme, ou plus simplement les conditions de sa dynamique (concurrence politique et économique) restent loin de s'imposer en Russie.

Inutile d'attendre un "Plan Marshall" dans un avenir prévisible. Aucun pays riche n'est dans la situation des EU après 1945. De plus, l'immense majorité de l'ancien bloc de l'Est, contrairement à l'Europe au lendemain de la guerre, serait incapable de recevoir et de faire fructifier des capitaux.

Sur le plan social, les conséquences en sont lourdes. L'ex-URSS centralisait au bénéfice de la bureaucratie des entreprises peu rentables, qui en vivant maintenant un minimum de cohésion. Avec la fin de cette intégration forcée, l'usine ukrainienne ou moldave dépérit: il ne sera pas donné à toutes de se plier aux critères internationaux de coût et de qualité. Echanger la domination bureaucratique pour celle du marché mondial, c'était rompre un équilibre interne que les réseaux économique-criminels ne compenseront pas: la mafia redistribue plus mal que le Kremlin, et assure moins bien l'ordre que le KGB.

NOUVEAUX PAYS INDUSTRIELS : LA LIMITE DE L'EXPORTISME

Pas plus que les autres, ce paragraphe ne veut tirer argument d'une conjoncture pour en déduire des tendances de fond. Le pire de la "crise asiatique" entamée en 1997 semble déjà dépassé pour certains pays. Ce n'est pas leur phase dépressive qui nous intéresse, mais la nature d'une bonne santé réelle ou espérée.

Le capitalisme suppose un espace homogène, quantitatif et démocratique, où chaque porteur de marchandise équivaut à son voisin : le contraire, donc, de la différence qualitative, des barrières de caste ou d'ethnie. Un pays ne peut développer ces conditions sociales que de l'intérieur. Si l'Amérique du Nord les a créées, c'est qu'une partie de l'Europe alors la plus dynamique a émigré dans un continent où elle a fait place nette de la façon que nous savons. Encore a-t-il fallu que le marché mondial laisse une place à ce capitalisme naissant. L'"exportisme", lui, mise sur un marché qu'il ne contrôle pas, voire (dans le cas des délocalisations) sur des capitaux qu'il ne contrôle pas non plus.

Les années 50 avaient prouvé la fragilité d'une Amérique du Sud, capable de promouvoir des industries de substitution aux importations pendant la contraction des marchés qui suivit 1929, incapable ensuite de résister à la reprise des exportations des grandes puissances après la guerre. Soustraction et délocalisation renouvellent le dilemme. Elles n'apportent pas de développement autonome, et rapatrient même certaines fabrications dans les pays riches (tel le textile relocalisé aux EU, grâce à l'automatisation).

"Dragons" (Hong Kong, Taïwan, Singapour, Corée du Sud) et "tigres" (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines) sont handicapés par l'absence de développement auto-centré (ou, dans le cas coréen, par sa faiblesse). Ils dépendent trois à quatre fois plus que le Japon de leurs exportations. (La situation est pire encore pour les deux cités-Etats.) Ils ont pu remonter des filières, fabriquer des objets de consommation courants, puis de plus en plus riches en valeur ajoutée, puis des machines, puis certains produits de haute technologie, hélas le marché s'avère trop étroit. Hong Kong excepté, leur force rappelle celle du capitalisme bureaucratique: économie concentrée sous la houlette de l'Etat, chaebols coréens fonctionnant comme des combinats technico-financiers, dumping.

La forme même de la "reprise asiatique" après la crise révèle une faiblesse pour longtemps indépassable. Une bonne partie en est due à des exportations de technologie de l'information, surtout coréennes et taïwanaises, vers les EU. Ces pays ont beau être jeunes, ils arrivent trop tard dans un monde capitaliste qui rajeunit souvent plus vite qu'eux. Au jeu de la concurrence mondiale, gagne celui qui a développé aussi son marché intérieur. Il n'est pas possible, à coups de bas salaires, de transferts de technologie et d'usines "clés en main", de fabriquer à Djakarta ou à Manille une voiture de qualité américaine ou européenne et de la vendre à Bruxelles 10% moins cher qu'une Renault ou une Fiat.

En 1950, les possibilités d'expansion de la France et de l'Italie, bientôt suivies d'autres pays européens, ont commencé à se révéler: il y existait une demande solvable pour une offre en développement. Il n'y a pas assez de place aujourd'hui sur le marché mondial pour des pays qui vivent avant tout du commerce extérieur. Aucun capitalisme émergent, de la Hollande au Japon, n'a agi ni réussi ainsi. Le capital, ce n'est pas seulement fabriquer des voitures, mais les faire rouler (et donc acheter) dans le pays qui les produit (comme nous le disions, cela suppose des routes, donc un Etat efficace). On ne peut parler de marché intérieur unifié et homogène en Europe orientale ou en Asie (Japon et Corée exceptés), où la consommation moderne avance sur un sol mouvant.

L'Asie souffre d'un excès d'investissements étrangers affamés de rentabilité, qui dopent et abrutissent sa croissance. (56) En 1997, la moitié des exportations de l'ASEAN venaient d'entreprises japonaises délocalisées, et dépendaient donc à la fois de la conjoncture des pays acheteurs de leurs produits, et des fluctuations économiques et financières au Japon.

Le capitalisme chinois dispose d'atouts dont la plupart des "exportistes" sont dépourvus, notamment une bourgeoisie nationale. Jusqu'ici implantée outre-mer, à l'extérieur du sol chinois, et n'agissant que sur le plan international, celle-ci a commencé à prendre le contrôle de son espace continental, en liaison et en rivalité avec le pouvoir bureaucratique. (57) Mais cet essor se concentre au sud et marginalise les trois quarts de la Chine. Aucune croissance n'est viable si elle coupe le pays en deux et en délaisse la majeure partie. Il y a un siècle, les EU, l'Allemagne et le Japon ne sont devenus de nouveaux pays industriels qu'en élargissant le cercle des échanges et de la production à l'ensemble de leur population.

A ce jour, la Corée du Sud est l'unique "nouveau pays industriel" au développement auto-centré. Cependant, comme son voisin nippon, elle vit encore en partie sous un régime où les banques soutiennent l'industrie exportatrice jusqu'au bout, même quand elle cesse d'être rentable. Si la Corée commence à renoncer à cette fusion entre capital financier, commercial et industriel (dépôt de bilan du deuxième constructeur automobile, Daewoo, et d'autres entreprises), c'est aussi qu'il y existe un marché intérieur, un mouvement ouvrier organisé, des relations capital-travail contractualisées, et un début de renouvellement démocratique (= parlementaire) de la classe dirigeante. Cela n'a pas empêché ce pays de miser davantage encore sur l'exportation, passée de 30% du PIB en 1997 à 45% en 2001: les EU en absorbent 22%, et l'électronique représente la moitié des recettes d'exportation. Alors que le marché rétrécit, la production coréenne augmente.

PEUVENT-ILS INDUSTRIALISER LE TIERS-MONDE ? (58)

Le fordisme des pays capitalistes les plus avancés a correspondu dans une bonne partie du monde à un relatif développement coïncidant avec la fin des colonies. Celles-ci échangeaient des matières premières contre des articles manufacturés que seules la petite bourgeoisie et la bourgeoisie compradore locales pouvaient acheter. C'est l'ère des zones d'influence, sinon des chasses gardées. Toutefois, dès ce temps, les EU, tout en s'évertuant à promouvoir des gouvernants dociles, se passent d'impérialisme de territoire: s'ils dominent l'Amérique latine, c'est surtout par la force d'une productivité et d'une monnaie qui leur donnent la supériorité dans l'échange marchand égal.

La forme coloniale de la domination capitaliste va être mise en pièces par 39-45 et la généralisation du keynésianisme et du fordisme. Les investissements à l'étranger se font désormais surtout entre pays riches.

De la Malaisie à Cuba et à l'Algérie, la décolonisation donne le jour à de nouveaux Etats, souvent artificiels et instables, quelquefois puissants, qui héritent des frontières léguées par leur ancien maître. Une caractéristique de cette période est que l'ex-colonie tente de modifier les termes de l'échange inégal la reliant à la métropole (création de l'OPEP en 1960). D'autre part, ces pays s'insèrent dans le commerce mondial en se spécialisant dans l'exportation de matières premières utilisées par l'industrie des pays développés, et entament parfois une

accumulation primitive. Pour ce faire, ils abandonnent des modes d'existence traditionnels (cultures vivrières notamment), et doivent importer des denrées alimentaires ainsi que des équipements industriels. Ils s'intègrent donc doublement à la valorisation, par l'exportation et l'importation.

La croissance d'une partie des pays nouvellement indépendants s'opère dans le cadre du capitalisme d'Etat.

Un trait commun aux uns et aux autres, qu'ils soient dirigés par une bureaucratie stalinienne ou un front de libération nationale, est de partager l'idéologie du développement, dont l'objectif est d'impulser les forces productives. On assiste à l'exode rural et à la prolétarianisation des populations, qu'elles finissent par recevoir un emploi ou s'entassent dans un bidonville. Tout le monde parle de socialisme et veut le capitalisme. Chaque nouvel Etat tente de s'en donner les moyens: création d'une monnaie et d'une fiscalité, planification, essor des échanges, amorce d'industrialisation.

Les années 80 voient l'entrée dans ce processus d'une dernière série de pays bénéficiant de la délocalisation mise en oeuvre par le capital le plus moderne, mais condamnés à dépendre de la capacité de consommation des métropoles impérialistes.

Le passage du colonialisme à la phase post- ou néocoloniale, qui correspondait à l'apogée du fordo-keynésianisme, s'est traduit par un approfondissement de la domination capitaliste sur le monde. Sous quelque visage qu'il se présente, le capital pouvait encore se prévaloir d'un caractère "progressiste", avec pour fonction de liquider les "archaïsmes" et de faire accéder des milliards d'êtres humains à la "modernité". Il prétendait vaincre la faim et la mortalité infantile, ouvrir des écoles et des hôpitaux, accroître l'espérance de vie, réduire les inégalités, libérer la femme et apporter à tous la dignité. Si meurtrière que fût cette prétention, elle n'en trouvait pas moins une légitimité de fait. Que l'on célèbre "les étapes de la croissance" (W.Rostow, conseiller de Kennedy), ou que l'on dénonce "le pillage du tiers monde" (P.Jalée), le "développementalisme" était la chose la mieux partagée.

Depuis plus de vingt ans, la crise a mis à mal cet édifice.

Au moment où les pays dominants proclamaient la nécessité de réguler le cours des matières premières, les prix se sont effondrés. Entre 1973 et 1997, la part des produits de base non énergétiques dans le commerce mondial a été divisée par deux, passant de 27 à 13%. A partir de 1980, la crise de la dette privée et publique a renforcé les mécanismes de dépendance. Vingt ans plus tard, le "commerce équitable" n'a de réalité qu'idéologique.

Certes, de nombreux pays ont connu une augmentation de leur production (en volume et en valeur), de la part du commerce extérieur dans le PIB, de la proportion de salariés dans la population active, et du poids relatif des secteurs secondaire et tertiaire. (59) De grandes firmes internationales font effectuer leur comptabilité en Inde. Le nord du Mexique est devenu une annexe industrielle des EU. Sur le plan symbolique, c'est en Asie que se dressent les plus hauts gratte-ciel du monde, emblèmes de la modernité. Le centre de Singapour ou de Sao Paulo est plus futuriste que le coeur d'une capitale européenne.

Cependant, comme pour la restauration des profits, c'est de stabilité et de dynamique sociales qu'il s'agit. Par nature, le capital déstructure et structure. Des pays comme le Venezuela ou l'Argentine avaient derrière eux en 1960 une accumulation primitive et une assise industrielle,

offrant parfois des salaires réels comparables à ceux de la Belgique. Aujourd'hui, le capital déstructure plus qu'il ne restructure.

Un critère, c'est par exemple la capacité urbaine à absorber l'émigration interne, c'est-à-dire à loger les arrivants dans des conditions proches de celles faites aux citadins de longue date. Si cette capacité est très faible en Afrique, même en Amérique latine la grande ville se compose d'un centre d'affaires, de quartiers pour classes moyennes et salariés plus ou moins réguliers, le tout ceinturé de semi-bidonvilles.

Un autre critère, c'est l'aptitude non pas tant à attirer des investisseurs, mais à les garder. Qu'une fuite de capitaux suffise à enrayer les secteurs modernes d'un pays, indique la faiblesse d'un ersatz de capitalisme. (60) Le Mexique abrite plus d'usines et d'ouvriers qu'en 1950 ou 1970, mais il a frôlé trois cessations de paiement en une douzaine d'années.

On ne peut comprendre le Brésil sans tenir compte à la fois du succès d'Embraer (l'un des premiers avionneurs du monde, quoique dans un créneau bien précis), et de la nécessité où le pays s'est trouvé de réduire de 25% sa production d'électricité pendant plusieurs mois, avec les conséquences que l'on imagine pour son économie.

Si partielle et forcée qu'elle fût, la croissance "nationale" antérieure servait de stabilisateur et d'intégrateur. Dans le cas de l'Argentine, le point crucial n'est pas la déconfiture de la 15^{ème} puissance mondiale, mais la dislocation de sa structure sociale, la ruine de sa classe moyenne, et l'émission même provisoire de monnaies régionales.

De nos jours, les normes internationales bloquent l'accumulation extensive, sous la forme d'industries lourdes "à la soviétique" ou d'industries légères produisant des biens de consommation. Quant à l'accumulation intensive, les nouveaux venus ont le plus grand mal à rivaliser avec l'Ouest et le Japon.

Finalement, l'ex-tiers monde aura reçu deux cadeaux empoisonnés. Le pétrole n'a profité qu'à des pays déjà industrialisés (Grande Bretagne, Norvège...). Au lieu de faciliter le "décollage" de l'Algérie ou du Nigéria, il y a exacerbé les contradictions sociales. De même, les délocalisations permettent à peine d'ébaucher un développement autonome.

Autrefois, par un compromis entre l'Etat, la bourgeoisie nationale et le mouvement ouvrier, des régimes comme ceux de Cardenas au Mexique (1934-40), ou (sous une forme "populiste" plus autoritaire) de Vargas au Brésil (1937-45) et de Peron en Argentine (1946-55) tentaient des versions tiers-mondiennes de capitalisme régulé: intervention étatique, salaire minimum, protection sociale... Chavez n'en donne aujourd'hui au Venezuela qu'une caricature. Dans les faits, là où Cardenas offrait au peuple la nationalisation du pétrole et la résistance à l'impérialisme yankee, on se réjouit de faire vivre de menues entreprises grâce au micro-crédit et aux ONG. De l'idéal d'auto-suffisance d'un pays, on est passé à l'auto-suffisance d'un quartier ou d'un village.

Les pays les plus faibles, en Afrique surtout, se délitent et l'Etat n'y existe plus guère : la charité internationale nourrit le peuple et paie les fonctionnaires. On assiste à une involution de la dynamique du capitalisme :

- Le troc, jusqu'ici résiduel (Allemagne des années 30), refait son entrée. On ne se borne pas à échanger des produits contre d'autres ou contre du travail : parfois les salaires sont payés en nature.
- Certains pays régressent au stade pré-colonial. Il existait malgré tout des échanges entre colonie et métropole: on en revient à un pillage pur et simple (comme dans le bassin du Congo) rappelant la pratique des conquistadors en Amérique.
- Les réflexes et attitudes communautaires séparatistes se multiplient, au risque de démanteler les cadres politiques. Auparavant, l'unité était maintenue par une contrainte (dans les pays "socialistes" comme dans les régimes autoritaires) appuyée sur la force centripète de l'économie. Aujourd'hui, des groupes se détachent du reste de la population et se reconnaissent dans une différence "ethnique" contre un ensemble national incapable de les intégrer (comme en Indonésie ou aux Philippines). Souvent des milices privées se substituent à la police ou à l'armée.
- Enfin, les frontières, essentielles à la vie d'un Etat parce qu'elles délimitent son corps, cessent d'être contrôlées par le pouvoir central: renouveau de la piraterie, contrebande, trafic de drogue, d'armes, de diamants, etc.

UN ESPACE MAL MAITRISE

La crise du fordisme est contemporaine de la crise de la prépondérance économique des EU et du duopole politique EU-URSS. Les EU conservent (et sur certains plans renforcent) leur hégémonie sur un monde qu'ils ne maîtrisent pas. Cette situation reflète au plan stratégique une instabilité sociale générale.

Les surgissements identitaires et le maintien, ou parfois l'extension du "sous-développement", sont des formes récurrentes du capitalisme. Celui-ci n'a jamais eu pour logique de conduire chaque village au niveau de saturation marchande et salariale d'Amsterdam ou de Chicago. Mais la restructuration n'a de sens qu'en ré-unifiant l'espace capitaliste le plus moderne, et le reste du monde autour de cet espace. Or le système ne maîtrise plus ses marches comme pendant la guerre froide, et se trouve battu en brèche dans les faits et dans les têtes.

Bien sûr, depuis l'effondrement des pays "socialistes" et le déclin du mouvement ouvrier, si le capitalisme est contesté de l'intérieur, aucune force ne lui oppose une alternative qui prétende le dépasser. Mais son succès est avant tout négatif: il s'avère jusqu'ici incapable de réorganiser le monde comme il le faisait autrefois.

Après 1945, après 1960, la décolonisation s'est accompagnée de déplacements de populations et de morts par millions (partition de l'Inde, guerres en Indochine, en Afrique...). Mais de ces convulsions sanglantes émergeaient des unités territoriales, cadre d'un relatif développement capitaliste. De nos jours, les remous socio-ethniques aux confins de tous les empires ou ex-empires, dans les Balkans, au Caucase, au Tibet, au Sin-Kiang, montrent une incapacité à contrôler les vieilles structures secouées par l'avancée industrielle et marchande, puis par sa crise. Ce n'est plus une pénétration capitaliste dynamique qui mène le monde, ce sont ses contradictions. Dès lors, ce sont les crises du tiers monde qui projettent leurs effets meurtriers au coeur du monde développé.

Le capital ne trouve plus les structures politiques et sociales qui répondraient à sa transnationalisation.

L'idéologie capitaliste, sinon "industrialiste", conquérante voici quelques décennies, a perdu sa fonction unificatrice. Sans aborder ici l'étude des anti-mondialistes, rappelons que l'Islam militant, de l'Algérie à l'Afghanistan en passant par l'Iran, se proclame "anti-capitaliste", sans pour autant proposer un modèle alternatif. En Chine, ce ne sont plus seulement des réformateurs démocrates qui se heurtent au pouvoir, mais le Falun Gong dont le programme oppose la tradition à la modernité. Nulle part ne s'imposent de figures modernisatrices comme Lumumba ou les leaders du pan-arabisme.

Ce qu'il est convenu d'appeler "le 11 septembre" n'aura sans doute pas changé grand chose sur les plans social ou géopolitique. Sur le plan des images, il révèle en quoi la valorisation parvient mal à entraîner aujourd'hui dans son mouvement la majeure partie du globe. Symétriquement, la réaction favorable aux attentats chez bon nombre de "pauvres" exprime un refus sans perspective : là aussi, la capacité d'action est avant tout destructrice.

Le capital domine mais, dans la période actuelle, négativement, plus à l'aise pour défaire que pour (re)construire. Ce monde ressemble à des îlots de relative stabilité entourés d'un océan de zones laissées à l'abandon, parce qu'inutiles à la valorisation. Face à ces laissés pour compte, les grandes puissances n'ont qu'un intérêt stratégique: accaparer des ressources minières et énergétiques, intervenir militairement en cas de désordre menaçant l'équilibre minimal qui leur est nécessaire. Leurs troupes se contentent alors généralement de s'interposer dans un conflit où elles renoncent à rétablir une unité nationale quelconque. Comme en Bosnie, au Kosovo, en Macédoine (ne parlons pas de l'Afrique), elles gèrent un découpage.

Accessoirement, c'est aussi la "construction européenne" qui se trouve ainsi posée dans des termes très différents de celle du Marché Commun: comment intégrer des régions moins avancées qu'il faudra soutenir ? à quel prix ?

Domination négative n'est pas synonyme de décadence irréversible, mais de repli (provisoire) du capitalisme sur ses bastions historiques. (61) Si, par le passé, il a pu organiser le monde malgré des crises de toutes sortes, aujourd'hui ce ne semble plus être le cas.

La cohérence conflictuelle, inhérente au mode de production capitaliste, qui l'anime et l'oblige à évoluer, n'existe plus. L'obstacle décisif, c'est la remise au travail productif de valeur. Le capital peine à réenglober le travail. Tel est déjà le problème dans les pays développés : que dire alors de régions comme la Russie où la force de travail autrefois employée ne pourra l'être à nouveau avant de longues années...

UN CYCLE EN MAL DE MATURITE

"Rétraction" : le mot peut surprendre quand le capitalisme, après s'être soumis le travail rebelle, mobilise "les sciences de la vie" et domine si bien la planète qu'il avait fait oublier jusqu'au mot capitalisme.

D'ailleurs, ce que nous analysons comme signes de l'inachèvement de la restructuration: réduction du travail à un coût; tendance à pallier une rentabilité insuffisante par la financiarisation et le gigantisme; aggravation des contrastes de classe; recours régulier à la répression contre ce que l'on est incapable d'intégrer; recul du salariat dans l'ex-bloc de l'Est; extrême rareté des croissances autocentrées; explosion de conflits périphériques mal maîtrisés... bref, tout ce qui atteste une incapacité du capital à socialiser ce qu'il domine pourrait être interprété comme indicateurs d'une normalité, voire d'une saine agressivité prouvant l'implantation d'un nouveau système de production.

Ne disputons pas sur un verre demi-vidé ou demi-plein. Le critère décisif, c'est la dynamique. Autrefois, même en son cœur, aux EU, le fordo-taylorisme ne régnait pas sans partage, mais entraînait à sa suite l'ensemble des relations travail-capital. Le monde de 1950 n'était pas pacifié, mais s'organisait autour de l'expansion du salariat et des échanges, en Egypte comme au Canada. Tel n'est plus le cas. La restructuration entamée voici vingt ou trente ans n'a pas abouti, et se trouve même souvent bloquée. Nous vivons encore la liquidation du travail vivant ou mort ob-solescent, et la mise en friche de vastes zones (y compris en Europe) où le capital pénètre mais qu'il ne peut salarier ni parfois dominer. Sans décadence ni déclin historique, la phase actuelle correspond plus au passage vers un nouveau système de production, qu'à sa consolidation. Un rapport salarial modifié, porteur d'un mode de vie différent, perce sans s'imposer. Le capitalisme cherche encore le Roosevelt du début du XXIème siècle (sûrement pas un Hitler).

Certains capitalistes imaginent sans doute la restructuration accomplie, du moment que leurs entreprises promeuvent ce qui rapporte et abandonnent le reste à son sort, c'est-à-dire à un welfare au rabais assorti de répression. Ce ne sont pas les "décideurs" les plus lucides. Ils négligent qu'un système n'existe qu'en assurant la cohésion sociale. Un cycle de développement ne peut vivre comme si son état normal était dès le début le déséquilibre permanent, la contradiction toujours potentiellement explosive, une sorte de "crise finale"...

Un nouveau système de production supposera(it) le contraire de ce que l'on présente à tort comme la preuve de son triomphe: l'ultra-libéralisme, l'attaque frontale contre les salariés. Les bourgeois victoriens n'ont pas résorbé le chartisme en aggravant un chômage et une famine endémiques avant 1848. Le fordisme ne s'est pas construit sur la paupérisation. Tout système de production (en leur temps la grande industrie mécanisée, puis l'OST) montre une capacité à accroître la productivité du travail en élevant aussi la part salariale dans la consommation.

La plupart des tendances que nous avons analysées comme faiblesses de la restructuration s'exacerbent outre-Atlantique, d'où venait encore en 1999 près d'un tiers de la production de toute l'OCDE. On ne peut parler de nouvelle phase d'expansion quand le fossé se creuse entre une foule d'emplois dévalués, et une minorité privilégiée dans les services bien payés et le High Tech. En 1960, en échange d'un travail pénible (que peu d'OS semblent regretter), l'ouvrier de Ford, quoique minoritaire dans les statistiques, figurait au centre de gravité social, et sa condition était accessible à tout Américain, fût-il noir. Aucune catégorie ne tient aujourd'hui ce rôle tant symbolique que réel.

Le néo-keynésianisme actuel, sa redécouverte du rôle du pouvoir central, est bancal : il marche sur un pied (l'investissement étatique) et néglige l'autre (le salaire lui-même comme investissement, et l'ensemble du rapport social qui va de pair). Plus que le zénith d'une ère nouvelle (comme en 1940 aux EU, ou 1950 en Europe), nous vivons les ambiguïtés de son émergence. Novateur sur le plan technique et pour la paie, Henry Ford restait rétrograde sur les plans commercial et social, et prétendit même diffuser parmi ses salariés un anti-sémitisme militant. Longtemps il refusa le marketing pratiqué avec succès par Sloane chez GM, et fit combattre les syndicats par sa milice.

La situation présente rappelle celle où le capital avait déjà (aux EU) modifié le travail, mais pas encore les conditions d'existence et de reproduction du salariat: pour schématiser, c'était alors un taylorisme sans fordisme.

Le plein avènement du "compromis fordiste" supposait une conjonction de causes contradictoires: succès revendicatif parfois (1937 aux EU), défaite écrasante (1922 en Italie, 1933 en Allemagne), victoire ouvrière apparente suivie de déroute (1936 en France, en Belgique et en Espagne). Paradoxalement, la venue d'un nouveau système de production découle de mouvements et de résultats opposés, dont la convergence (combinée à l'effet accélérateur de la guerre) aboutit à régénérer le capitalisme.

La crise est le moment où les contradictions éclatent, mais aussi celui où elles se résolvent. "68" ne fut une crise révolutionnaire pour aucune des deux classes fondamentales en présence. Dans les pays les plus développés, contrairement à ce qui s'était passé après 1917, un accord tacite a réuni prolétaires et capitalistes pour ne pas aller trop loin. En Europe de l'Ouest, aux EU et au Japon, fermetures d'usines et chutes de pans industriels (mines, sidérurgie, textile...) se sont étalées sur de longues années, dramatiques pour les prolétaires, mais permettant au capital d'atterrir en douceur et de reporter une bonne partie des échéances.

L'implosion sociale de l'Argentine montre comment un pays qui avait connu vers 1970 des mouvements proches de ceux de l'Europe, s'est trouvé ensuite bloqué par la combinaison de pressions prolétariennes et de réformes bourgeoises brutales mais impuissantes à restaurer les conditions de valorisation. On ne remet d'aplomb le capitalisme ni par une répression sanglante (comme sous la dictature militaire), ni en jetant des millions de personnes dans la misère (comme ensuite avec C.Menem). Le néo-péronisme libéral au pouvoir depuis 1989 traduit sur le plan politique l'échec à mettre en oeuvre un redressement décisif. La force de la bourgeoisie argentine est d'avoir aujourd'hui affaire à des prolétaires virulents mais négatifs: ils savent en gros quoi détruire, mais non comment. Ce qu'un pays industrialisé mais dominé comme l'Argentine vit sous forme paroxystique se manifeste de façon amortie aux EU, en Europe et au Japon: une situation intenable exige sa solution.

Il a fallu cinquante ans entre les crises de 17 et de 68, entre les mouvements des OP et ceux des OS. Comparaison ne vaut pas explication, mais la réorganisation du travail vivant et mort accumulé sous le fordisme ne pouvait s'achever en quelques années.

Un nouveau compromis ne se consolidera et ne portera ses fruits (ouvrant ainsi la possibilité de sa remise en cause) qu'après un choc social imposant à la fois aux prolétaires et aux classes dirigeantes les réformes nécessaires. Autant dire que les perspectives communistes immédiates et à court terme sont plutôt sombres.

L'ENJEU

Plus que la restructuration du capital, c'est sa possible dé-structuration future qui importe.

"(..) c'est toujours une fraction du prolétariat "neuve" (..) qui provoque les crises révolutionnaires (car) l'évolution du capital (..) déplace son "centre" et par là même le "centre" du prolétariat. Ce furent les artisans en 1871, les OP en 1917-21, les OS de 1960 à 1973. Ce seront les catégories du tertiaire qui provoqueront la prochaine crise révolutionnaire." (Bulletin Critique, Rouen, n°5, 1980)

L'affirmation vaut moins comme prévision que dans sa façon d'aborder le problème. Chaque cycle met en jeu des forces particulières au capitalisme et au prolétariat : autour de 1917, les salariés animant le "secteur I" (forges, mines, biens de production, chemins de fer); dans la période keynésienne, les salariés des industries de consommation alors à la pointe de la valorisation. N'y cherchons pas le secret du capitalisme ou de la révolution : il n'y a là que des catégories en lesquelles les au-tres salariés se reconnaissent, parce qu'elles représentent l'universel et l'universalisant d'une époque.

Sauf si l'avenir diffère totalement du passé, on peut supposer que les catégories jouant un rôle décisif dans l'économie, et donc dans la société puisqu'elle est régie par l'économie, aient une part privilégiée dans l'évolution historique future. Il ne s'agit pas de remplacer la machine-outil par l'ordinateur et l'atelier par le bureau, et de miser sur l'opératrice de saisie au lieu du métallo, mais de voir ce qu'englobe et signifie l'informatisation, qui justement dépasse la coupure employé/ouvrier. Le tertiaire d'exécution, au XXIème siècle, concerne bien plus que l'employée de bureau et le vendeur. Il réunit la caissière, le magasinier, le salarié d'un centre d'appel ou d'une entreprise de vente par correspondance, le chauffeur routier, le monteur d'ordinateur, etc.

Or, ceux-ci ne se sont pas encore cristallisés en force critique. Le point commun à leur condition apparaît peu. Si les OS existaient depuis le début du XXème siècle, ils n'ont surgi comme catégorie consciente de son sort et symbole social, et donc unificatrice du salariat, que dans les années 60. Les grèves d'OS américains de 1937-38 affirmaient les droits d'un travail lui-même non remis en cause. Trente ans plus tard, la critique du travail n'a pris de sens qu'au moment où celui-ci "saturait" le monde. Pour qu'un cycle de développement entre en crise structurelle, il lui faut d'abord s'étendre et s'épanouir. La catégorie sociale centrale ne prendra sa force qu'au sommet de la courbe du nouveau "cycle technologique", correspondant aussi à une montée des luttes en quantité et en qualité. 68 aurait été impossible sans des mouvements antérieurs animés de ruptures allant au-delà de la condition prolétarienne. Tel n'est pas encore le cas, les salariés, même violents (par exemple à Moulinex) exigeant d'abord du travail, sinon de substantielles indemnités.

Le renouveau revendicatif, incontestable en Europe comme en Amérique du Nord et du Sud, n'est fort qu'en comparaison de la profonde défaite antérieure. La reprise en main de FIAT (1980), l'étouffement des grèves dans l'automobile française (1982-83), la liquidation des mines du Nord et de l'Est de la France, la victoire de Thatcher contre les mineurs, celle de Reagan contre les contrôleurs aériens, scandent quelques moments d'une litanie d'échecs face aux fermetures d'usines et à l'imposition de nouvelles normes de travail. Un mouvement aussi riche que "l'assembléisme" espagnol (62) ne put jeter que des lueurs dans cette débâcle. Une des conditions du "retour des luttes" a d'ailleurs été, après un chômage massif, le retour à l'embauche.

Pour l'essentiel, les luttes actuelles répondent à des attaques (licenciements et dégradation des acquis). Certes, les pilotes de ligne américains et allemands ont parfois exigé et reçu de fortes augmentations (20% chez Lufthansa), depuis remises en cause. En France, les grèves de décembre 1995 avaient été précédées, chez Renault et Belin notamment, de conflits durs, avec revendication de 1.500 F pour tous, débordement des syndicats, rôle décisif des jeunes, formation d'une minorité radicale, constitution d'un comité de grève et ouverture sur l'extérieur. (63) Mais les patrons ont peu cédé, et les syndicats repris le contrôle d'un mouvement qui n'a pu s'élargir.

Depuis 1995, la roue a tourné dans le sens des licenciements et des baisses de salaire, dûs non à la rapacité d'un néo-capitalisme actionnarial, mais à l'impératif classique de rentabiliser d'énormes surcapacités productives, sinon de les supprimer. (Là encore, la situation s'avère profondément différente de celle des années 60.) Les salariés se sont battus dos au mur, et l'autonomie ouvrière renaissante a décliné : les COBAS italiens piétinent, en France les coordinations muent en syndicats-bis, tandis que monte un syndicalisme rénové (SUD en France, le CWA aux EU).

Il est vrai qu'un mouvement se fait jour dans les catégories typiques du nouveau cycle de production, mais sans s'affirmer. Outre-Atlantique, trois grèves victorieuses ont frappé des entreprises modernes : à UPS (messageries rapides) en 1998, qui (fait significatif) vit "les usagers" solidaires, puis à Boeing et Verizon (télécommunications). Les cols blancs de Boeing, refusant les stock options proposées, ont obtenu des augmentations de salaires. (64)

Mais l'exception ne fait pas la règle. La portée et la tonalité dominantes des luttes demeurent défensives, malgré des pointes violentes et parfois un retour à l'action directe, comme en France chez Collatex, Heineken, B.Faure, etc. Si les salariés de Collatex en sont venus à mettre en danger ce qu'ils étaient partis pour défendre (l'outil de leur travail), ils n'en restaient pas moins dans le cadre de l'usine et du syndicat.

Les grévistes de Rhodiaceta, emblématiques de l'avant-68, ne se battaient pas contre une agression patronale, mais pour ce que le patron refusait: "du temps pour vivre". Ceux de Cellatex emploient des moyens radicaux contre une fermeture d'usine: l'initiative continue d'appartenir au capital.

Nous n'indiquons pas l'inéluctabilité d'une crise révolutionnaire, mais ses conditions de possibilité. 1929 coïncidait avec un capital doutant de lui-même, poursuivant sur sa lancée sans se réformer. Au contraire, 1968 mêlait un cycle technologique et social au sommet de sa courbe, à des luttes venant elles aussi à maturité. Un système de production ascendant entrait en crise structurelle. Il n'y a actuellement ni élan capitaliste ni prolétarien. Dans quelle dynamique peuvent s'inscrire les salariés licenciés de Moulinex mettant le feu à un bâtiment de l'usine ? Ils sont coincés entre la résignation et un saut qualitatif qui, aujourd'hui, équivaudrait à sortir de la réalité.

Au marché central de Buenos Aires, des chômeurs exigeant de pouvoir manger se sont récemment heurtés aux livreurs exigeant de pouvoir travailler. Cet exemple ne résume pas toute la situation argentine, mais reflète une crise sociale mondiale: rébellions et émeutes prennent souvent la forme d'une guerre entre prolétaires, plutôt que de leur réunion contre un ennemi commun.

Enfin, sans entrer dans un sujet qui méritera d'autres analyses, si la poussée d'une contestation révélée à Prague et à Gênes est porteuse d'avenir, elle manifeste surtout l'émergence d'un milieu "anti-capitaliste" aussi vivant que confus. (65) Selon le mot d'un participant à Gênes: révolte authentique, revendications débiles. Jusqu'ici, des minorités radicales "accompagnent" ces mouvements, réagissant à des événements décidés par d'autres, sans se sentir auteurs de leur propre réalité. Quelles ruptures surgiront au sein de ce milieu, qui renoueraient avec une perspective communiste ? et quel rapport avec des actions dans et contre le travail ?... En 1960, des deux côtés de l'Atlantique, des pratiques ouvrières "sauvages" réinventaient l'auto-organisation théorisée au même moment par Socialisme ou Barbarie. En 1967, bien qu'ils ne se soient certainement jamais rencontrés, un lien effectif unissait les situationnistes aux grévistes de Rhodioceta aspirant à vivre autrement.

- (1) J.-M. Messier, PDG de Vivendi Universal, en octobre 2001.
- (2) K.Nesic, Un autre regard sur le communisme, L'Harmattan, 1995, t.I.
- (3) La théorie ne fournit aucune clé. L'erreur de méthode de Théorie Communiste est à notre avis d'en chercher une. (R.Simon, B.P. 17, 84300 Les Vignères) Cf. les livres Fondements critiques d'une théorie de la révolution, et Le Démocratisme radical, Senonevero, 2001.
- (4) Cf. 10 + 1 questions sur la guerre de l'OTAN contre la Serbie, 1999, et Septembre Gris, 2001. Textes publiés par troploin, disponibles sur notre site.
- (5) Marx, Manuscrits de 1844, Oeuvres, Pléiade, II, p.35. La meilleure synthèse sur l'histoire économique et sociale du siècle passé (jusqu'aux années 1970) reste celle de P.Souyri : La Dynamique du capitalisme au XXème siècle, Payot, 1983.
- (6) Lutte de classe, bulletin du Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs, mai 1977. Cf. aussi "Vers l'affrontement", décembre 1973. Sur ce groupe, qui a existé entre 1959 et 1978, quelques éléments dans le livre de Ph.Gottraux, Socialisme ou Barbarie, Payot, 1997, p.219.
- (7) Lutte de classe, novembre et décembre 1976. Sur le passage de la manufacture à la grande industrie, Le Capital, Livre I, chap. XIV et XV. Sur le "fordisme", entre autres, L'Après-fordisme, R.Boyer, J.-P.Durand, Syros, et surtout, M.Aglietta, Régulation et crises du capitalisme, O.Jacob, 1997 (1976).
- (8) A.Preis, Labor's Giant Step. The First Twenty Years of the CIO: 1936-1955, Pathfinder, New York, 1992 (1964).
- (9) Cette baisse est alors reconnue dans des analyses officielles quasi "marxistes" : Fresque historique de l'appareil productif français, INSEE, 1975.
- (10) Un Monde sans argent, vo1.3, 1976.
- (11) G.Duménil, D.Lévy, Crise et sortie de crise, PUF, 2000.
- (12) Comme tout capitalisme, celui dit "d'Etat" reposait sur la valorisation de capitaux, mais la formation de valeur y était aussi déformation. Le capitalisme "concurrentiel" se reproduit à travers la fixation de prix sur le marché et la vente solvable; le cas échéant, l'entreprise est sanctionnée par une faillite. Le capitalisme "bureaucratique" croyait contrôler ce processus: à travers des prix administrés, une valorisation finissait par s'imposer, bridée et déformée. On n'évitait licenciements et faillites qu'en perpétuant une faible productivité, une qualité médiocre, et des pénuries récurrentes. Cf. Aufheben, n°9, 2000. (Brighton & Hove Unemployed Workers Centre, 4 Crestway Parade, Hollingdean, Brighton BN1 7BL, Grande Bretagne)
- (13) The Economist, 24 juillet 1999, et 23 septembre 2000. J.Gadrey, Nouvelle Economie, nouveau mythe ?, Flammarion, 2000, chap.3. Gadrey se donne pour but de montrer que chacun des traits prêtés à la Nouvelle Economie (NTIC, économie de services, emplois de type nouveau..) ouvre sur deux options, libérale ou sociale, et que

le choix dépend de l'Etat, selon qu'il s'inspire des EU ou de l'Europe du Nord. Son argumentation atteste qu'entre "libéralisme" et "social-démocratie", le capital tâtonne sans réaliser une nouvelle synthèse. Selon l'officiel Bureau of Labor Statistics, en 2000, le chômage étasunien dépassait 10% (Monthly Labor Review, janvier 2000). Voir aussi Critique du concept de la Nouvelle Economie, Document de travail, Mouvement Communiste, 2001.

- (14) J.Artus, La Nouvelle Economie, La Découverte, 2001.
- (15) P.Veltz, Le Nouveau Monde industriel, Gallimard, 2000, chap.6.
- (16) M.Guillaume, D.Roux, in Espérances et menaces de l'an 2000, Descartes & Cie, 1999.
- (17) The Economist, 9 janvier 1999, et 22 juillet 2000.
- (18) D.Mothé, "L'usine et la gestion ouvrière", Socialisme ou Barbarie, n°22, 1957. Cf. aussi Chaulieu, "Sur le contenu du socialisme", n°23, 1958.
- (19) Boyer, Freyssenet, Les Modèles productifs, La Découverte, 2000.
- (20) L'Avenir du travail à la chaîne. Une comparaison internationale dans l'industrie automobile. La Découverte, 1998. Ouvrage collectif, riche en informations.
- (21) M.Beaud, Histoire du capitalisme, Seuil.
- (22) Titre de son livre chez Spartacus, 1972. Du même auteur, Classes laborieuses et révolution, Spartacus, 1979.
- (23) P.Rolle, Où va le salariat ?, Cahiers Libres/Ed. Page Deux, Lausanne, 1997.
- (24) R.Milkman, Farewell to the Factory, University of California Press, 1997; S.Paugam, Le Salarié de la précarité, PUF, 2000. Même attitude à Ford-Dearborn, usine mythique fondatrice du fordisme.
- (25) "Greatest Workers of All Time", Financial Times, 12 mai 2001, par R.Donkin, auteur de From Blood, Sweat & Tears. The Evolution of Work, Texere. On mesure mieux ce que Taylor et Stakhanov avaient en commun.
- (26) Selon le titre du livre de B.Doray, Dunod, 1981.
- (27) Ph.Guillaume, "Machinisme et prolétariat", Socialisme ou Barbarie, n°7, 1950.
- (28) Formule d'H.Dubreuil, ouvrier non révolutionnaire mais bon observateur, venu travailler aux EU (Standards, 1930).
- (29) K.Nesic, t.II, chap.10 (reproduit sur le site "troploin"). Si le capital n'informatise ni ne robotise tout, c'est qu'il ne pourrait pas: une machine ne transmet que sa valeur, la quantité de travail social moyen nécessaire à sa fabrication. Seule la force de travail (y compris celle d'un informaticien) est créatrice de valeur.
- (30) D.Cohen, Nos Temps modernes.

- (31) S.Beaud, M.Pialoux, Retour sur la condition ouvrière, Fayard (étude sur les ouvriers de Peugeot à Sochaux).
- (32) R.Milkman.
- (33) P.-N. Giraud, Le Commerce des promesses, Seuil, 2000. Sur "l'impossible échappement de la valeur", B.Asturian, Le Travail et son dépassement, Senonevero, 2001, pp.183-187.
- (34) L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916 : "La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière (..) ". Pour Lénine, l'Angleterre subit le double phénomène d'une relative désindustrialisation et de l'avènement d'un Etat rentier.
- (35) Selon les auteurs de Crise et sortie de crise (cf.n.II), la ponction financière (au bénéfice d'une fraction de la classe dominante) sur les profits industriels et commerciaux entrave la reprise de l'accumulation. Même thèse chez Ph.Laborde et B.Maris (l'"Oncle Bernard" de Charlie-Hebdo) dans Ah Dieu ! Que la guerre économique est jolie ! Albin Michel, 1998: "le financier pompe l'industriel, qui pompe le salarié". Cette formule résume l'anti-capitalisme réformateur: retrouver la production créatrice de vraies richesses, sous contrôle d'un Etat démocratisé.
- (36) P.-N. Giraud.
- (37) P.Mattick, Marx et Keynes, Gallimard.
- (38) Anti-citoyennisme, le débat continue, La Sociale, Montréal, Canada. Et: [//web.tiscalinet.it/anticitoyennisme/](http://web.tiscalinet.it/anticitoyennisme/)
- (39) Ce besoin de refonder un consensus explique pour l'essentiel la tendance actuelle de la démocratie au retour sur ses origines, sur ses crimes, sur son rapport avec le fascisme, sur 39-45 et le génocide des juifs. Il ne s'agit pas de manipulation ou de diversion: l'appel à la mémoire et à la morale tient effectivement lieu de compréhension du monde.
- (40) J.Adda, La Mondialisation de l'économie, La Découverte, t.I.
- (41) Voir la critique du revenu universel par C1.Guillon, Economie de la misère, La Digitale, 1999.
- (42) Sur l'école, voir notre témoignage-essai-fiction, Banlieue molle, HB Editions, 1998.
- (43) Lutte de classe, novembre 1974.
- (44) Rapport du Bureau International du Travail pour les EU, l'Allemagne, la Grande Bretagne, la Finlande, la Pologne, octobre 2000. Ces études valent surtout comme regard d'un monde sur lui-même.

- (45) D'où la naissance de l' "Homo Festivus": cf. Ph.Murray, Après l'Histoire, Les Belles Lettres, 1999.
- (46) City of Quartz, La Découverte.
- (47) Aufheben, n°1, 1992; Mouvement Communiste, n°4, 1992/93.
- (48) W.Manchester, L'Amérique de Roosevelt.
- (49) Parmi les analyses de la "vie quotidienne" présente, citons G.Chatelet, Vivre et penser comme des porcs, 1999.
- (50) P.-N. Giraud, pp.305-315.
- (51) Verdi est le plus grand syndicat du monde avec 3.000.000 de membres, mais aussi l'un des plus modernes, en ce qu'il va au-delà de la coupure industrie/services. L'ancien syndicat des employés (DAG) avait été exclu de la confédération DGB pour séparatisme "cols blancs".
- (52) Donnet, Garrigue, Japon : La Fin d'une économie, Folio, 2000. L'Esprit Toyota est le titre du livre d'un dirigeant de cette firme, best-seller en son temps, paru en France en 1989.
- (53) Programme Communiste, n°90, 1988.
- (54) Comme le rappelle Bordiga, l'Etat, extérieur à la production, ne peut définir un mode de production. Il serait plus juste de parler d'Etat du capital, voire d'industrialisme d'Etat. Cette réserve faite, nous utilisons l'expression "capitalisme d'État" (ou la formule "tiers monde") par commodité.
- (55) P.Rolle, in Le Travail à l'épreuve du salariat, L'Harmattan, 1993.
- (56) D.Hochraich, L'Asie du miracle à la crise, Complexe, 1999.
- (57) J.Adda, t.2.
- (58) Question posée en 1965 par Pierre Souyri dans un de ses articles de Pouvoir Ouvrier, organe du groupe du même nom, numéro de juillet-août. Reproduit en 1967 par P.O. dans Impérialisme et bureaucratie face aux révolutions dans le tiers monde. P.Souyri répondait par la négative, en raison de la faiblesse des bourgeoisies locales, de l'étroitesse des marchés intérieurs, et des pressions impérialistes, lesquelles rendaient d'ailleurs selon lui improbable l'avènement de nouveaux capitalismes d'État. Sur Pouvoir Ouvrier, voir Ph.Gottraux (cf. note 6).
- (59) Selon la Banque Mondiale, 3 milliards d'êtres humains, dans 24 pays dont le Mexique, l'Inde, la Chine et la Hongrie, connaissent depuis 1970 ou 1980 une forte augmentation de la part des échanges dans leur PIB, des salaires, des taux de croissance (+ 1% en moyenne dans les années 60, + 5% dans les années 90), une élévation de l'espérance de vie et un recul de la proportion de "pauvres". Et 2 milliards d'autres, en Afrique, dans l'ex-URSS, en Iran, en Birmanie, au Venezuela, au Pakistan..., ont suivi la voie inverse. (J.Adda, t.2)

- (60) Formule de Kunio Yoshihara, en 1988.
- (61) Les théories de la décadence ont pour point commun de faire du capital son propre frein: c'est la "crise finale" étendue sur une longue période.
- (62) Os Cangaceiros, n°2, 1985. Sur "Le déclin de l'auto-organisation", Théorie Communiste, n°7, 1986.
- (63) Bulletin Ouvrier, n°2, 2001. Dans ce numéro, voir aussi l'article sur Cellatex.
- (64) Problèmes Economiques, 29 novembre 2000. Chez Boeing comme chez UPS, la grève réagissait aussi à une baisse d'avantages sociaux.
- (65) Aufheben, n°10, 2002.

troploin a déjà publié :

Le Fichisme ne passera pas, 1999

10 + 1 questions sur la guerre de l'OTAN contre la Serbie, 1999

Autre Temps, 2001

La Lettre de troploin, n°1, 2001 : Septembre Gris

[http: troploin0.free.fr](http://troploin0.free.fr)

Sur ce site sont disponibles divers textes anciens et récents, dont un choix d'articles de La Banquise.
(CD-Rom disponible)

pour toute correspondance :

AREDHIS
B.P. 20306
60203 Compiègne Cedex

*Où est le complexe technique
qui redonnera au capital
un second souffle ?
Où sont les nouvelles formes d'énergie,
les nouveaux matériaux,
les nouveaux outils ?
Et surtout,
où est la nouvelle
organisation du travail qui,
remédiant aux déficiences du taylorisme,
permettra de porter
à un degré jusqu'ici inconnu
la domination du capital ?*

*Lutte de Classe
Bulletin du GLAT
mai 1977*

Peuvent-ils industrialiser le tiers monde ?

*Pierre Souyri
Pouvoir Ouvrier
juillet-août 1965*